

## DELIBERATION CA095-2024

**Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.123-1 à L.123-9, L.712-6-1 et L.719-7 ;**  
**Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers ;**  
**Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;**  
**Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;**  
**Vu les statuts et le règlement intérieur de l'Université d'Angers, tels qu'en vigueur ;**  
**Vu la délibération CA 003-2024 du Conseil d'Administration en date du 22 février 2024 relative à l'élection de la Présidente de l'Université d'Angers ;**  
**Vu les convocations envoyées aux membres du Conseil d'administration le 05 décembre 2024 ;**

### **Objet de la délibération : Budget initial 2025 - vote**

**Le Conseil d'Administration, réuni en formation plénière le jeudi 12 décembre 2024, le quorum étant atteint, arrête :**

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 2 111 ETPT, dont 1 583 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 528 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 
- 211 688 446 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 163 524 276 € personnel
  - 33 499 301 € fonctionnement
  - 14 664 869 € investissement
- 208 888 208 € de crédits de paiement dont :
  - 163 524 276 € personnel
  - 33 180 805 € fonctionnement
  - 12 183 127 € investissement
- 192 675 535 € de prévisions de recettes
- - 16 212 673 € de solde budgétaire

La présente décision est exécutoire immédiatement ou après transmission au Rectorat si elle revêt un caractère réglementaire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de la Présidente de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa transmission au Rectorat suivant qu'il s'agisse ou non d'une décision à caractère réglementaire. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive. La juridiction administrative peut être saisie par voie postale (Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île-Gloriette, 44041 Nantes Cedex) mais également par l'application « Télérecours Citoyen » accessible à partir du site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Mis en ligne le :**

## Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 16 236 123 € de variation de trésorerie
- - 9 666 819 € de résultat patrimonial
- - 6 625 280 € d'insuffisance d'autofinancement
- - 8 063 892 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Le budget initial 2025 est approuvé.

Cette décision est adoptée avec 24 votes POUR, 4 votes CONTRE et 3 ABSTENTIONS.

Fait à Angers, en format électronique

*Pour la Présidente et par délégation,  
Le directeur général des services*  
Didier BOUQUET

Signé le 19 décembre 2024

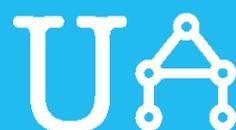
La présente décision est exécutoire immédiatement ou après transmission au Rectorat si elle revêt un caractère réglementaire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de la Présidente de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa transmission au Rectorat suivant qu'il s'agisse ou non d'une décision à caractère réglementaire. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive. La juridiction administrative peut être saisie par voie postale (Tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île-Gloriette, 44041 Nantes Cedex) mais également par l'application « Télérecours Citoyen » accessible à partir du site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Mis en ligne le : 19 décembre 2024



# NOTE DE PRÉSENTATION DE L'ORDONNATEUR

## BUDGET INITIAL 2025



■ CONSEIL D'ADMINISTRATION  
Du 12 décembre 2024



**« La note de présentation de l'ordonnateur a pour objet d'éclairer les membres de l'organe délibérant (Conseil d'Administration) sur les raisons et les conséquences des décisions soumises à leur vote »**

Références réglementaires :

- Code de l'éducation – article R719-64 à 72 concernant les modalités de préparation du budget
- Décret relatif au régime financier des EPSCP bénéficiant des RCE (décret 2008-618)
- Décret GBCP 2012-1246 du 07 novembre 2012 modifié
- Arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP et EPST



## Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>I- Lexique.....</b>	<b>6</b>
<b>II- Méthodologie .....</b>	<b>7</b>
<b>III- Les prévisions de recettes.....</b>	<b>8</b>
<i>Eléments généraux .....</i>	<i>8</i>
<i>Les recettes liées à la RECHERCHE :.....</i>	<i>10</i>
<i>Les recettes liées à la FORMATION : .....</i>	<i>10</i>
<i>Les recettes en synthèse.....</i>	<i>13</i>
<b>IV- Les prévisions de dépenses .....</b>	<b>13</b>
<b>4-1 La masse salariale.....</b>	<b>13</b>
<b>4-2 Le fonctionnement .....</b>	<b>16</b>
<b>4-3 L'investissement.....</b>	<b>19</b>
<i>Les dépenses en synthèse.....</i>	<i>20</i>
<b>V- Analyse des tableaux budgétaires soumis au vote du conseil d'administration .....</b>	<b>20</b>
<b>Tableau 1 : Plafond des emplois .....</b>	<b>21</b>
<b>Tableau 2 : Autorisations budgétaires 2025.....</b>	<b>24</b>
<b>Tableau 3 : Dépenses et recettes par destination et origine (pour information) ...</b>	<b>25</b>
<b>Tableau 4 : Équilibre financier. ....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 5 : Les opérations pour compte de tiers (pour information).....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 6 : Situation patrimoniale. ....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau 7 : Le plan de trésorerie (pour information).....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (pour information).....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau 9 (pour information) .....</b>	<b>28</b>
<b>En synthèse.....</b>	<b>28</b>
<b>VI- Soutenabilité du budget.....</b>	<b>28</b>
<b>Le solde budgétaire.....</b>	<b>28</b>
<b>La trésorerie de l'établissement .....</b>	<b>29</b>
<b>Le fonds de roulement de l'établissement.....</b>	<b>30</b>
<b>Le résultat comptable .....</b>	<b>31</b>
<b>Le taux de rigidité de masse salariale.....</b>	<b>31</b>

***En synthèse*.....32**

## Introduction

### Le mot de la présidente

Après trois années consécutives de déficit, l'Université d'Angers a initié, pour la première fois, un débat d'orientation budgétaire préalable à l'élaboration du budget 2025. Cette démarche a permis de structurer le dialogue de gestion avec les différentes entités et services à l'automne. La confrontation entre les besoins exprimés et les recettes prévisionnelles ne permet pas de présenter un budget à l'équilibre.

L'Université d'Angers, comme l'ensemble des universités françaises, subit l'impact de dépenses incompressibles et imposées : mesures gouvernementales non compensées, hausse des coûts énergétiques, et augmentation des charges de maintenance et de logistique. Compte tenu de sa subvention pour charge de service public (SCSP) déjà insuffisante et subissant l'impact de la campagne d'emploi 2024, l'Université se voit contrainte de proposer un budget « sacrificiel » qui préserve l'essentiel mais oblige à renoncer à des engagements pourtant indispensables.

Avec une campagne d'emploi minimaliste (nombreuses contractualisations de postes d'enseignants-chercheurs, peu de concours de BIATSS), la volonté de l'établissement est de proposer une trajectoire financière plus soutenable.

L'Inspection générale de l'Education, du Sport et de la Recherche (IGESR) a été sollicitée pour accompagner l'université d'Angers dans l'élaboration d'un plan stratégique pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire.

Ce budget 2025 intègre des recommandations de l'IGESR et maintient les mesures d'austérité mises en œuvre en 2024.

Ce budget sera ajusté en cours d'année lors d'un budget rectificatif, afin de permettre aux composantes, services et laboratoires de bénéficier de réaffectations budgétaires, qu'il s'agisse de fonctionnement ou d'investissement. Ces ajustements dépendront de recettes additionnelles potentielles et d'une réévaluation de la subvention pour charge de service public (SCSP).

Une analyse détaillée des prévisions du budget initial 2025, et de leur impact sur l'équilibre financier et la soutenabilité budgétaire de l'établissement est présentée dans les pages suivantes de ce document.

*Françoise Grolleau, présidente de l'université d'Angers*

## I- Lexique

### Lexique

AE : Autorisation d'engagement  
ALM : Angers Loire Métropole  
ARS : Agence régionale de santé  
ASM :  
ATER : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche  
BI : Budget Initial  
BIATSS : personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens Sociaux et de Santé  
BR : Budget Rectificatif CA : Conseil d'Administration  
BUT : bachelor universitaire de technologie  
CAF : capacité d'autofinancement  
CAS pension : compte d'affectation spéciale pension  
CE : campagne d'emploi  
CF : compte financier  
CP : Crédit de paiement  
CPER : Contrat de plan état région  
CVEC : Contribution à la vie étudiante et de campus  
DGESIP : direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle  
DOB : débat d'orientation budgétaire  
ECER : enseignant chercheur contractuel  
EPSCP : Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel  
EPST : Etablissement public à caractère scientifique et technique  
ESAS : Enseignant du Second degré Affecté dans l'enseignement Supérieur  
ETPT : équivalent temps plein travaillé  
FDR : Fonds De Roulement  
GBCP : Gestion Budgétaire et Comptable Publique (décret 2012-1246)  
GVT : Glissement Vieillesse et Technicité  
HC : heures complémentaires  
IAF : insuffisance d'auto-financement  
IFSE : indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise  
IGESR : inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche  
MAST : maître de conférences associé  
MCF : maître de conférences  
MCUPH : maître de conférences des universités – praticien hospitalier  
MESR : ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche  
MS : masse salariale  
PAST : professeur associé  
PEDR HU : prime d'encadrement doctoral et de recherche hospitalo-universitaire  
PREF : plan de retour à l'équilibre financier  
PUPH : professeur des universités – praticien hospitalier  
PRAG : professeur agrégé de l'enseignement du second degré  
RAP : Reste A Payer  
RCE : Responsabilités et compétences élargies  
RE : Recette (encaissement)  
RIPEC : régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs  
SIRH : système d'information des ressources humaines  
SB : Solde Budgétaire  
SCSP : Subvention pour Charges de Service Public

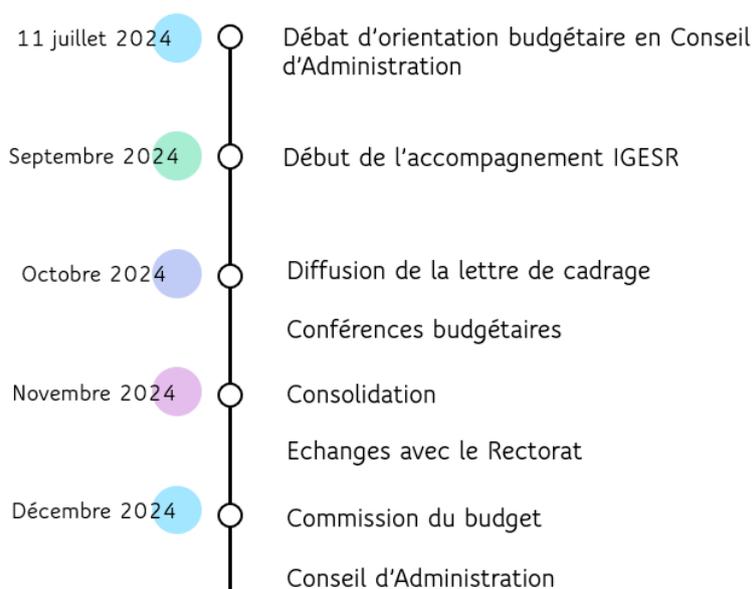
## II- Méthodologie

### Procédure d’élaboration budgétaire

La note de l’ordonnateur a pour objet la présentation des éléments constitutifs du Budget Initial (BI) 2025. Elle doit éclairer les administrateurs sur les délibérations budgétaires soumises à leur vote en commentant notamment les plafonds d’emploi, les autorisations d’engagement (AE), les crédits de paiement (CP) prévus pour 2025 ainsi que les recettes (RE). Elle doit expliciter les orientations, activités et priorités proposées dans le cadre de ce nouveau budget. Enfin, cette note doit analyser la soutenabilité du budget à l’échelle infra-annuelle et annuelle de l’exercice considéré et également sur un horizon pluriannuel.

D’un point de vue méthodologique, les étapes correspondant à l’élaboration du BI 2025, ont été les suivantes :

### Programmation 2025

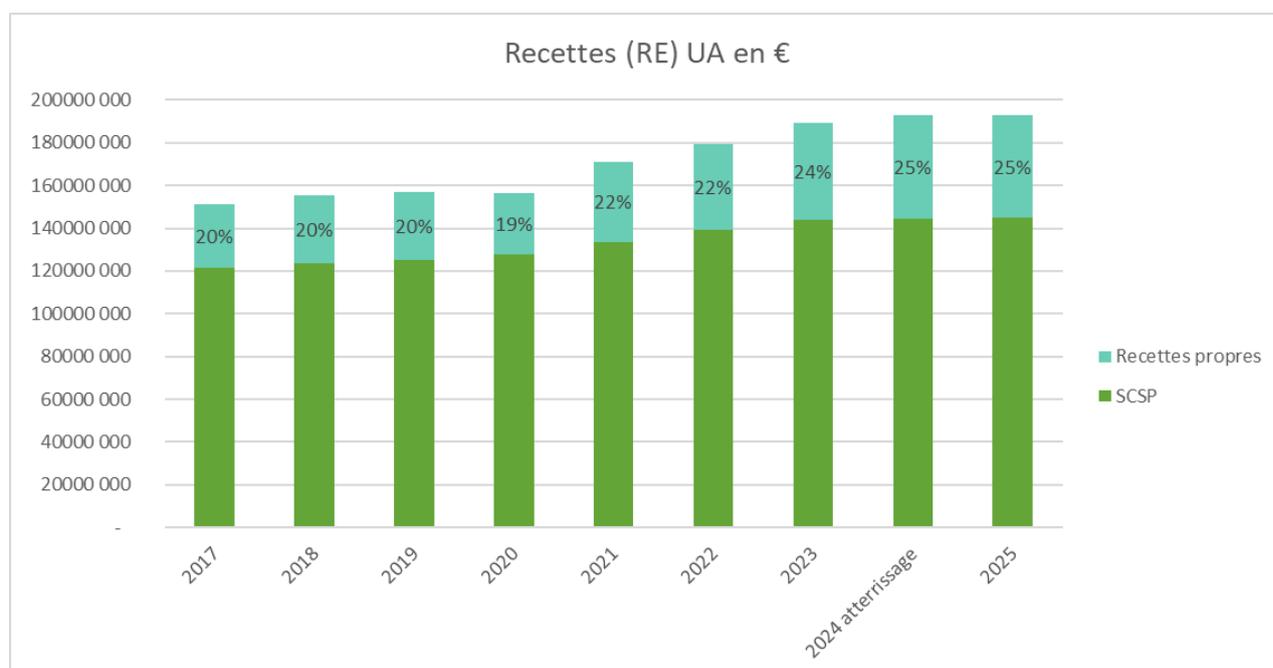


Le **débat d’orientation budgétaire**, proposé par la nouvelle équipe politique a eu lieu au cours du Conseil d’Administration le 11 juillet 2024. Des axes de réflexion stratégiques et politiques sur la trajectoire pluriannuelle de l’établissement ont été discutés et un objectif de financier pour le BI 2025 a été voté : revenir à une capacité d’autofinancement (CAF) de +2,5M€

### III- Les prévisions de recettes

#### Éléments généraux

Globalement, les recettes<sup>1</sup> prévisionnelles de l'établissement s'élèvent à 193 M€ et sont stables par rapport à la prévision d'exécution 2024.



La majorité des recettes de l'université provient de la subvention pour charge de service public (SCSP). Elle représente 75% du financement et son évolution est représentée ci-dessous. A l'heure de la rédaction de cette note, la pré-notification 2025 reste inconnue. Compte-tenu du contexte national, l'hypothèse de subvention pour 2025 est fixée au niveau de la notification intermédiaire 2024 reçue en juillet 2024.

C'est une hypothèse historiquement en baisse puisque depuis 2017, la pré-notification du budget N+1 était toujours légèrement supérieure à la notification du budget N.

SCSP	2021	2022	2023	2024	2025
pré-notif	02-nov 128 079 487 €	29-oct 132 701 870 €	24-nov 138 797 770 €	10-nov 142 430 720 €	144 232 010 €
notif initiale	07-mai 129 226 503 €	11-mars 133 626 018 €	16-mars 139 672 920 €	14-mars 142 737 779 €	
notif intermédiaire	05-août 132 034 790 €	12-juil 138 147 369 €	10-juil 141 701 272 €	05-juil 144 232 010 €	
notif définitive	15-déc 133 783 923 €	21-déc 139 046 592 €	14-déc 144 027 715 €		

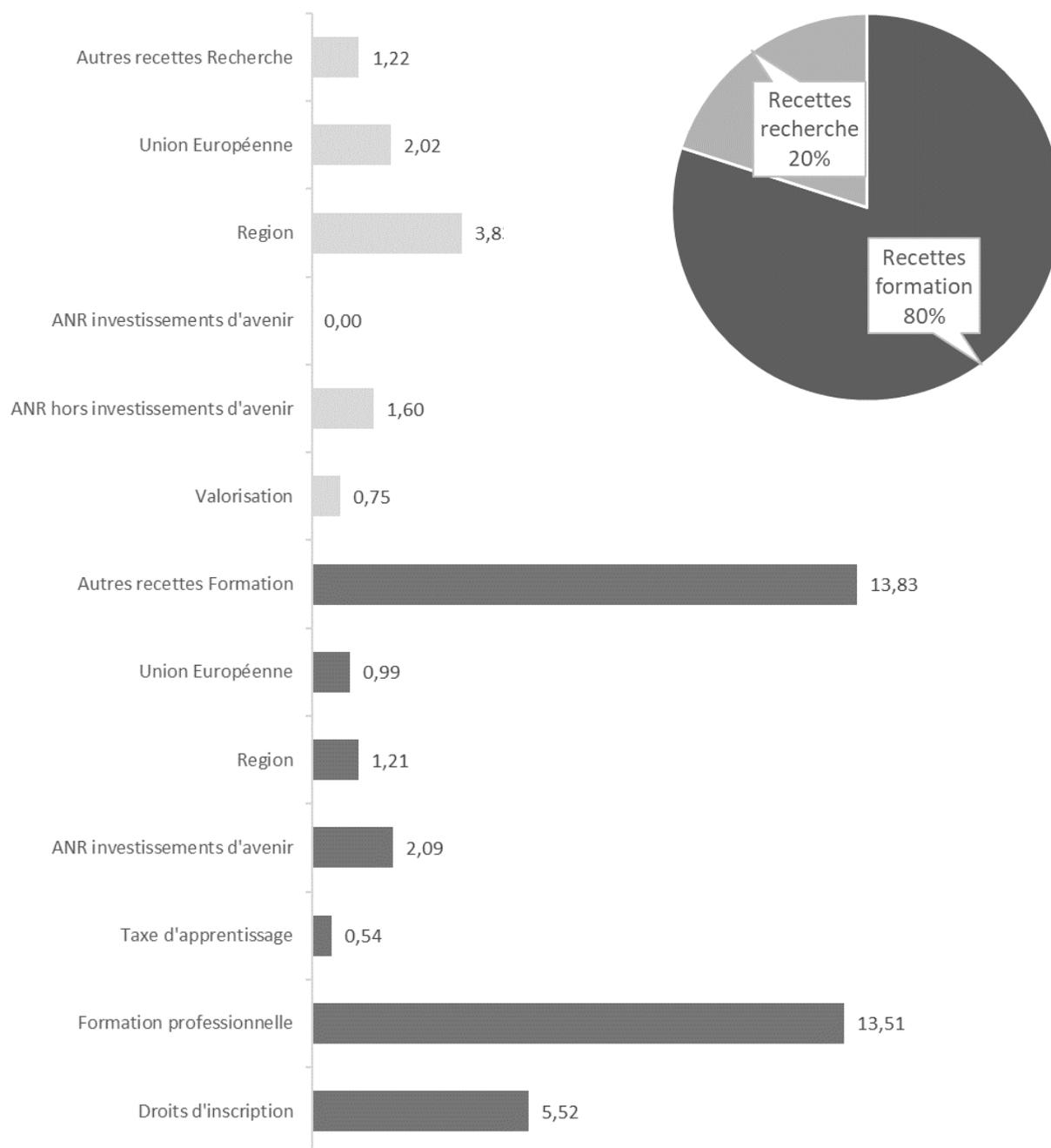
Sans connaître la notification définitive de 2024 ni la pré-notification de 2025, on aboutit à un plateau sur lequel la subvention pour l'établissement stagne.

Au-delà de la SCSP, l'université finance ses activités par des **recettes propres** à hauteur de 25%.

<sup>1</sup> Au sens de la GBCP, c'est-à-dire les recettes en encaissement (RE)

On constate que la part des ressources propres est en nette augmentation (+ 5 points en 8 ans). Cela s'explique par le dynamisme de l'établissement à trouver des financements extérieurs et également par les gains liés à la formation professionnelle.

### Répartition des Recettes Propres au BI 2025 = 47 M€ Par origine de financement



Les recettes propres se répartissent en plusieurs catégories selon qu'elles proviennent de partenariats « Recherche » ou qu'elles soient d'origine liée à la « Formation ». La part la plus importante (80%) regroupe les recettes dites de « formation » mais cette grande catégorie regroupe plusieurs recettes de natures différentes qui seront présentées ci-dessous.

## Les recettes liées à la RECHERCHE :

M€	2020	2021	2022	2023	BI24	att24	2025
Valorisation	0,47	1,04	1,05	1,16	0,50	0,89	0,75
ANR hors investissements d'avenir	1,26	1,28	1,82	2,53	1,58	2,35	1,60
ANR investissements d'avenir	0,60	0,68	0,74	0,55			
Region	1,67	1,96	1,31	3,80	4,28	4,87	3,83
Union Européenne	0,19	0,90	2,87	3,10	1,14	1,89	2,02
Autres recettes Recherche	2,42	2,19	3,17	3,10	0,79	2,21	1,22
<b>Recettes recherche</b>	<b>6,61</b>	<b>8,05</b>	<b>10,96</b>	<b>14,25</b>	<b>8,29</b>	<b>12,22</b>	<b>9,42</b>

La tendance 2025 des recettes est à la baisse car l'année 2024 fut, comme l'année 2023, importante en terme de versements. Ces versements s'expliquent par des acomptes lors des démarrages CPER Recherche, et par les soldes de projets terminés. L'année 2024 fut une année « pivot » sur les périodes de financements CPER.

Des projets se sont terminés, d'autres ont commencé, c'est l'activité normale de la Recherche.

Portés par les laboratoires, les projets sont très nombreux.

Pour exemple, **la région** contribue à 96 projets en cours et représente la première source de financement de la recherche à l'UA (3 828 043€).

**L'Union Européenne** finance 28 projets en cours (2 024 184€). En 2025 plusieurs projets comme VALESOR se termineront et auront un impact budgétaire de +130k€ (versements des soldes).

**L'Agence Nationale pour la Recherche** finance quant à elle 64 projets pluriannuels (1 597 803€).

11 projets ANR ont démarré en 2024 et se poursuivront en 2025.

Les recettes liées à la **valorisation** (748 198€) concernent des projets annuels. Il y en a 84 en cours.

La catégorie « **autres recettes Recherche** » regroupe 125 projets dont les financeurs sont variés (pour un total de 1 222 139€).

Il y a par exemple le CHU qui contribue à hauteur de 159k€, la COMUE (avec le projet PREDICT) pour 134k€, ALM pour 109k€ et enfin d'autres associations, entreprises et partenaires privés avec lesquels l'université a contractualisé des collaborations scientifiques.

## Les recettes liées à la FORMATION :

M€	2020	2021	2022	2023	BI24	att24	2025
Droits d'inscription	4,19	3,91	4,73	4,91	5,23	5,21	5,52
Formation professionnelle	4,02	6,34	8,04	9,20	11,15	10,97	13,51
Taxe d'apprentissage	0,58	0,53	0,63	0,56	0,57	0,60	0,54
ANR investissements d'avenir	1,21	1,36	1,20	1,64	2,09	2,11	2,09
Region	1,37	2,83	1,17	1,70	3,21	1,88	1,21
Union Européenne	1,37	0,83	1,10	2,07	2,29	3,80	0,99
Autres recettes Formation	9,99	13,83	12,65	10,67	13,46	9,74	13,83
<b>Recettes formation</b>	<b>22,73</b>	<b>29,63</b>	<b>29,52</b>	<b>30,75</b>	<b>37,99</b>	<b>34,30</b>	<b>37,67</b>

Elles sont en hausse importante depuis plusieurs années et expliquent à elles seules l'augmentation des recettes propres de l'établissement.

### **« Autres recettes de formation » : 13,83M€ soit 37% des recettes formation**

Cette large catégorie regroupe des sources de financements très diverses dont :

- Le CPER immobilier 2021-2027 pour 3,2M€. Fin du conventionnement des opérations sur la période 2021-2024. Encaissements plus importants en 2025 par rapport à 2023.
- La taxe CVEC 2,12M€ (contribution + financements spécifiques CROUS)
- Le financement ARS des PAMSU (Praticiens agréés maitres de stage des universités) estimé selon les dépenses réalisées à fin septembre 2024 en fonctionnement et masse salariale en 2024 à 1,3M€.
- Le réseau des écoles de tourisme INNTO : +914k€. C'est le reversement des établissements partenaires sur la part de la subvention du ministère (plan tourisme) suite à la sous-consommation budgétaire généralisée de l'ensemble du réseau. (Dépenses également inscrites en face). Equilibre nul avec le reversement de l'intégralité à l'association INNTO
- La redevance d'occupation du domaine universitaire de Cholet (DUC) pour 400k€, équilibre nul avec les dépenses en face.
- Le versement pour le projet ETOILE pour 491k€
- Les différents partenaires (collectivités, centre hospitalier de Laval et ARS) pour le dispositif TUS (territoire universitaire de santé) pour 226k€
- L'ARS pour la convention relative aux examens cliniques objets structurés (ECOS) pour 181k€ (la convention est signée fin 2024 les encaissements prévus en 2025)
- La CPAM et les mutuelles pour les 150k€ estimés de recettes liées à la télétransmission (service de santé des étudiants)
- Les établissements partenaires pour le suivi médical des étudiants : l'année 2025 est la dernière année pour laquelle les recettes sont basées sur le tarif actuel. L'actualisation des conventions est prévue en 2025 avec un impact sur le budget 2026

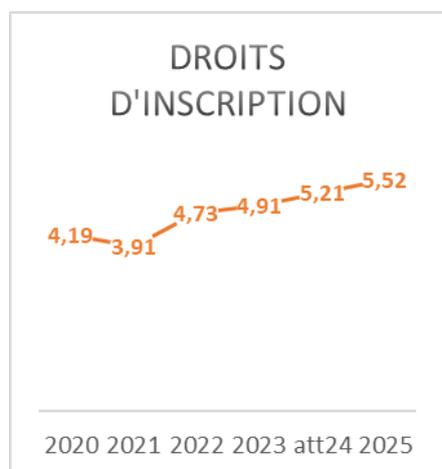
*Nouveau*

### **Formation professionnelle : 13,51M€ soit 36% des recettes formation**

On estime à un peu plus de 8M€ les versements de FORMASUP (centre de formation en apprentissage et alternance) en 2025, pour une prévision d'atterrissage en 2024 à 6M€. Les augmentations s'expliquent partiellement par les hypothèses de l'IUT (+388k€), de DEG (+300k€) et de l'ESTHUA (+242k€), le reste traduisant une tendance estimée à la hausse.

La formation continue représente 2,4M€ et le reste des financements relève d'autres partenariats dont le coût du support UA facturé à l'UCO (université catholique de l'Ouest) pour 363k€ et le financement des missions dans le cadre du partenariat UA-université de Ningbo (Chine) pour 250k€.

**Les droits d'inscription : 5,52M€ soit 15% des recettes Formation**



Ils suivent l'évolution des effectifs des étudiants.

**L'agence nationale pour la Recherche (ANR): 2,09M€ soit 6% des recettes formation**

C'est dans cette catégorie que l'on retrouve les recettes liées aux « projets transversaux » :

THELEME 1 196k€

LUMOMAT 530k€

EU GREEN 360k€

Ces recettes sont constantes car dépendantes de programmes pluriannuels. Les calendriers de versements sont établis contractuellement.

**La région : 1,21M€ soit 3% des recettes formation**

On retrouve la partie CPER 2015-2020 immobilier (financements pédagogiques) reconduite sur la période 2021-2027 avec le solde des opérations en 2025 et le solde 2024 et l'acompte 2025 du projet CAP EUROPE

**L'union européenne : 0,99M€ soit 3% des recettes formation**

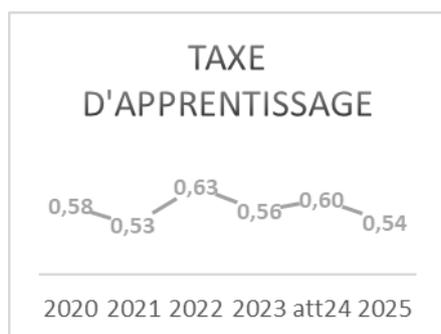
Les hypothèses de budget initial prévoient une baisse en 2025 car l'opération RRTHD-ESR-PDLL, le raccordement du réseau très haut débit SIEN (service inter-établissements numérique) s'est terminée en 2024 avec le versement du solde en 2024 FEDER 1,114M€. Il y avait également les projets RFI TOURISME et VEGETAL terminés et que l'on ne retrouvera pas en 2025.

Il reste dans cette catégorie les recettes liées aux projets

EU GREEN 640k€

ERASMUS mobilité 135k€

SLS4TEEN 165k€



### **Taxe d'apprentissage : 540k€ soit 1% des recettes Formation**

Les estimations 2025 font apparaître une trajectoire stable de cette source de financement.

## Les recettes en synthèse

Un montant de subvention pour charge de service public incertain.  
Des recettes propres importantes grâce à la formation professionnelle.  
Des recettes « Recherche » alignées sur le calendrier des grands programmes de financement.

## IV- Les prévisions de dépenses

### 4-1 La masse salariale

Le BI 2025 présente une estimation de masse salariale à hauteur de 163 524 k€, en progression donc de +4 834 k€ par rapport à l'atterrissage 2024 de 158 690 k€, soit +2.96%.

Cette évolution de la masse salariale résulte à la fois de décisions propres à l'université d'Angers et de mesures nationales réglementaires.

Parmi les impacts liés aux **mesures réglementaires** :

- Augmentation du CAS Pensions (cotisations de retraites des agents titulaires) de 4 points : 2 100k€
- Glissement Vieillesse Technicité (GVT) automatique des titulaires : 650k€
- GVT contractuels : 250k€
- RIPEC C3 (prime individuelle) à la suite des nouvelles attributions au titre de la campagne 2024, conformément à la trajectoire de la LPR (augmentation du nombre de bénéficiaire et baisse du montant attribué par bénéficiaire) : 171k€
- Dépenses dites hors KX (données de paie hors TG) à la suite de transferts de charges de fonctionnement vers la masse salariale (honoraires médicaux, aménagements spécifiques pour personnel en situation de handicap, action sociale) : 77k€
- Revalorisation des grilles infirmières : 70k€
- Augmentation du traitement brut hospitalo-universitaire : 60k€
- Evolution à la hausse des indemnités de fin de contrat : 40k€
- Supplément Familial de Traitement (SFT) sous-estimé précédemment : 35k€
- Protection sociale complémentaire (PSC) selon hypothèse d'une évolution à la hausse du nombre de bénéficiaires : 24k€
- Sachant qu'en parallèle, quelques autres éléments de paie (IFSE, PRIPE, PEDR HU) seront inférieurs aux projections 2024.

Soit un total de progression estimé à 3 236 k€ sur 2025.

S'agissant des **décisions propres à l'établissement** :

- Evolution des effectifs hors projets transversaux et contrats de recherches, donc principalement campagne d'emplois pour 1 758 k€ (Impact CE 2024 sur 2025 : 544 k€ ; augmentation du nombre de contrats doctoraux (+14) financés pour partie : 526 k€ ; augmentation du nombre de postes en santé (+6 ASM) et repyramidage MCUPH en PUPH : +300 k€ environ ; décalage des arrivées de la CE 2023 de 3 mois impactant 2025 pour une estimation de 300 k€)
- Complément rémunération (Biatss CDI) : 50 k€
- Complément rémunération (DCACE) : 20 k€

D'autres éléments étant prévus à la baisse (heures complémentaires), la progression 2024-25 des charges de personnel résultant de décisions propres à l'établissement s'établit à 1 762k€.

Les enveloppes budgétaires relatives aux financements fléchés sur projets transversaux type Thélème, Etoile, REUT, EU Green, Incl'UA...ou encore les hypothèses en terme d'activité recherche font apparaitre une baisse de 150k€, avec des évolutions fortement à la hausse pour certains projets, notamment Incl'UA qui démarre en 2025, et d'autres très à la baisse (Thélème, REUT).

**Par plafond**, l'augmentation est la suivante :

Plafond Etat : + 4 442 k€, soit +3.5% d'évolution, sur une population de 75% des ETPT présents au BI 2025 (73.3% au BI 2024), et représentant 81.2% de la masse salariale totale. Un travail sur un meilleur fléchage des postes, notamment en lien avec les recettes de la SCSP, est en cours permettant une meilleure affectation des dépenses sur budget Etat.

Cette augmentation s'explique principalement par :

- l'augmentation de 4 points du CAS (Compte d'Affectation Spéciale) Pensions pour le porter à 78%,
- par le GVT titulaires et contractuels,
- par l'augmentation du montant de la RIPEC C3 (régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs composante individuelle),
- par les effets de la campagne d'emploi 2024 en année pleine,
- par l'augmentation de la population en santé (ASM et Repyramidage de MCUPH en PUPH)
- par l'augmentation de la PES
- par la mise en place de la PRIPE (enseignants contractuels second degré)
- par la revalorisation des ASM
- par l'augmentation des compléments de rémunération ;

Par population, la masse salariale titulaire progresse de 2 574k€, alors que sur la population contractuelle, la hausse est de 1 868k€.

Plafond Propre : + 150k€, soit +0.6%, pour une population de 25% des ETPT estimés au titre du BI 2025, et représentant 14.5% de la masse salariale totale

Cette croissance s'explique notamment par l'augmentation des compléments de rémunérations, par le GVT et par des évolutions minimales sur l'indemnitaire ;

Autres dépenses : +242k€, en raison notamment de transfert de dépenses du fonctionnement vers la masse salariale (honoraires médicaux, aménagements spécifiques pour personnel en situation de handicap, action sociale)

**Par imputations**, le budget central, qui représente 88,8% (pour 88.1% en BI 2024) de la masse salariale du budget initial 2024 est de 146 184k€. Cette hausse s'explique principalement par la hausse du CAS Pensions, qui touche les agents titulaires, sachant que l'ensemble des titulaires est imputé sur budget central. De même, l'ensemble des mesures réglementaires, type GVT ou indemnitaire, entraîne une augmentation mécanique de ce budget central, puisqu'excepté les postes sur projets transversaux ou sur financements recherche sont indexés sur budget central.

Le budget des composantes (5.9% du budget total MS), et qui concerne principalement les heures complémentaires et vacances, les contrats étudiants et quelques agents CDD sur ressources propres diminue de 310k€ en raison d'une révision des heures complémentaires et vacances à la baisse (surestimation en 2024) et de CDD basculés sur budget central.

Les budgets délégués des services centraux représentent toujours 0,6% de la MS. Ce budget augmente légèrement par transfert de charges.

Les budgets délégués des services communs (0,6% du budget total MS) sont en légère diminution, par transfert de CDD sur ressources propres vers le budget central.

Le budget délégué de la recherche (2,5% du budget total MS) est relativement stable.

Enfin les budgets sur projets transversaux (Thélème, Etoile, EUR Lumomat, REUT, EU Green...), qui représentent 1,5% de la MS diminuent légèrement.

### Par catégorie de dépenses,

Les rémunérations principales, qui représentent 49.1% (contre 49.8% au BI 2024) de la masse salariale sont de 80 262k€, dont 55 062k€ pour la population titulaire et 9 486k€ pour les agents en CDI.

La répartition Budget Etat/Budget Propre est de 80%-20%.

La répartition Enseignants/Biatss est de 64%-36%

Les rémunérations accessoires (heures complémentaires et vacances, contrats étudiants, PAMSU, vacances administratives), soit 5% du BI (pour 5.1% en BI 2024), sont de 8 810k€, et intégralement sur BP.

Les indemnités et primes, dont la part sur l'ensemble de la MS est de 5.4%, sont de 8 899k€ bruts et à 93% imputées sur le BE.

Les prestations sociales (remboursement domicile-travail principalement) représentent 0,3% de la MS, pour un montant de 504k€

Les cotisations patronales assises sur ces différents éléments de rémunérations, soit 40% désormais de la MS totale, à la suite de l'augmentation du CAS Pensions, sont mécaniquement en progression pour atteindre 65 423k€.

Les éléments payés hors TG augmentent à la suite de transferts de charges et ont été évalués à 326k€ (0,2% de la MS 2025)

Étiquettes de lignes	Somme de MONTANT_VENTILE
<b>1 - Rémunérations principales</b>	<b>80 261 883,13</b>
Titulaires	55 062 114,78
CDD	15 713 405,45
CDI	9 486 362,90
<b>2 - Rémunérations accessoire</b>	<b>8 110 350,10</b>
Titulaires	3 992 841,24
CDD	4 117 508,86
<b>3 - Indemnités et primes</b>	<b>8 898 636,33</b>
Titulaires	8 674 159,51
CDD	82 244,45
CDI	142 232,37
<b>4 - Prestations sociales</b>	<b>504 370,94</b>
Titulaires	504 370,94
<b>5 - Cotisations</b>	<b>65 423 035,33</b>
Titulaires	53 637 558,44
CDD	7 971 937,27
CDI	3 813 539,62
<b>HORS KX</b>	<b>326 000,12</b>
Titulaires	326 000,12
<b>Total général</b>	<b>163 524 275,95</b>

Par destination LOLF, le budget global de 159 471k€ se répartit ainsi :  
Formation (destinations 101 à 103) : 76 063k€ soit 46.5% du BI 2025  
Recherche (destinations 106 à 112) : 51 887k€, soit 31.7% du BI 2025  
Pilotage (destination 115) : 25 284k€, soit 15,5% du BI 2025  
Immobilier (destination 114) : 4 020k€  
Vie étudiants (destinations 201 et 203) : 4 292k€  
Documentation (destination 105) : 1 977k€

**En comparaison avec le BI 2024 dont la MS s'établissait à 159 471 113k€, la progression est de +4 053k€, soit +2,5%. En comparaison avec l'atterrissage 2024, la progression est de +4 780k€.**

Cette évolution moins importante s'explique par un atterrissage 2024 qui devrait être bien en deçà du BI car :

- les rémunérations principales sont inférieurs de 781 k€ aux prévisions à fin novembre en raison d'une sous-exécution des ETPT (-35 constaté en paie à fin octobre en moyenne dont -22 sur Budget Etat sans prise en compte des acomptes) ; tenant compte des acomptes versés, non décomptés en ETPT sur le mois de versement ni sur le mois de régularisation, la sous-exécution est plutôt corrigée à 27 ETPT ;
- les rémunérations accessoires (HC/vacations, contrats étudiants, PAMSU, vacations administratives) sont moins élevées de 179 k€ aux prévisions, en raison d'enveloppes HC/vacations trop élevées
- les primes et indemnités sont en sur-exécution de 279 k€ en raison notamment de la PRES, suite à la revalorisation puis la mise en place de la mensualisation (parution décret du 29/02/2024)
- les prestations sociales sont supérieures au BI de 93k€ en raison de sur-exécutions sur le FMD et le remboursement domicile/travail
- les charges patronales sont alors mécaniquement en sous-exécution, à hauteur de 564k€, car elles principalement en lien avec les rémunérations principales et qu'elles sont beaucoup moins élevées lorsque des postes ont été finalement pourvus par des contractuels plutôt que par des titulaires (42% contre 92%).

Ainsi les facteurs d'évolutions entre les 2 BI 2024 et 2025 sont différents pour partie de ceux énumérés ci-dessous entre l'atterrissage 24 et le BI 25 ; on peut noter que la progression des ETPT et l'impact en masse salariale serait alors de 921k€ d'après les hypothèses prises pour ce BI 25, qu'une baisse de la GIPA serait observée (-283k€) par rapport aux prévisions 2024 puisque cette indemnité ne serait pas versée en 2024 et 2025 et que les budgets relatifs aux HC/vacations seraient moins élevés de 314k€ suite à une définition des enveloppes optimisée.

En contrepartie, d'autres facteurs d'évolution sont plus élevés que ceux indiqués précédemment (atterrissage 2024 vers BI 2025), comme la PRES (revalorisée à 3 500€ annuel) pour un montant estimé à 159k€, la mise en place de la PRIPE estimée à 127k€, le hors KX (éléments hors paie liés aux honoraires médicaux et actions handicap) pour 70k€, le remboursement domicile-travail et le FMD (+74k€), ou encore les indemnités de fin de contrat (+40k€).

## 4-2 Le fonctionnement

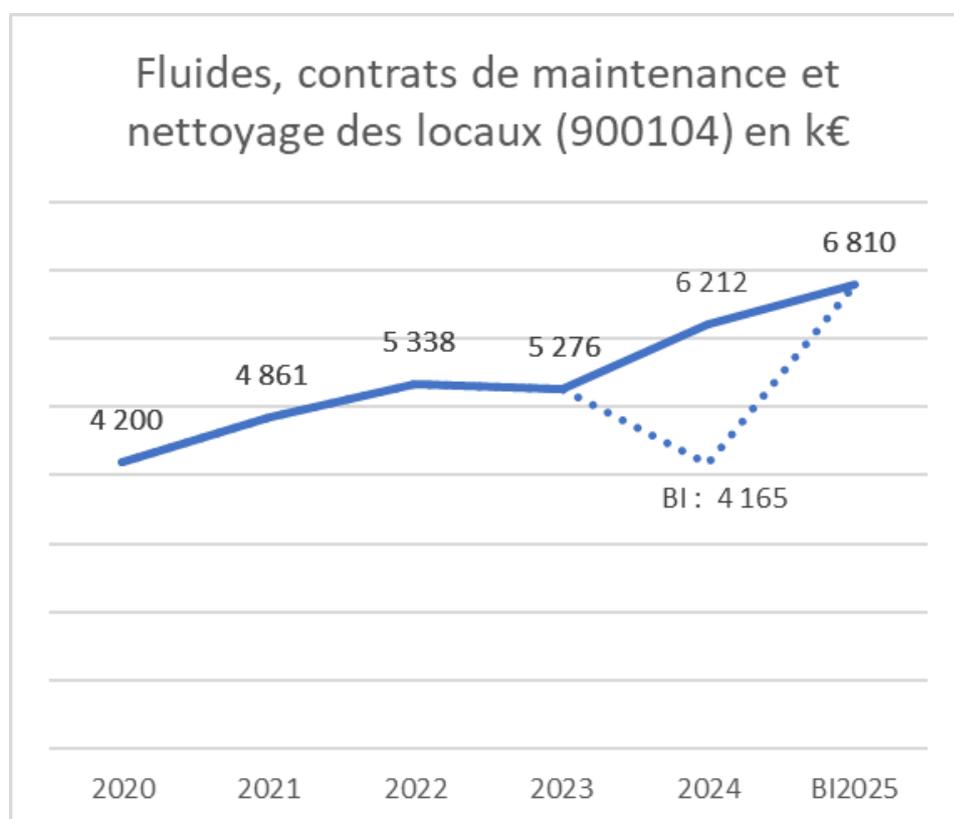
Par rapport à l'année 2024 (budget initial et prévision d'atterrissage), les hypothèses de BI 2025 prévoient une augmentation des dépenses de fonctionnement à hauteur de +6M€, soit un budget prévisionnel de 33M€.

Ces dépenses de fonctionnement sont réparties entre les composantes, les services

communs, la recherche, les projets transversaux et les services centraux.

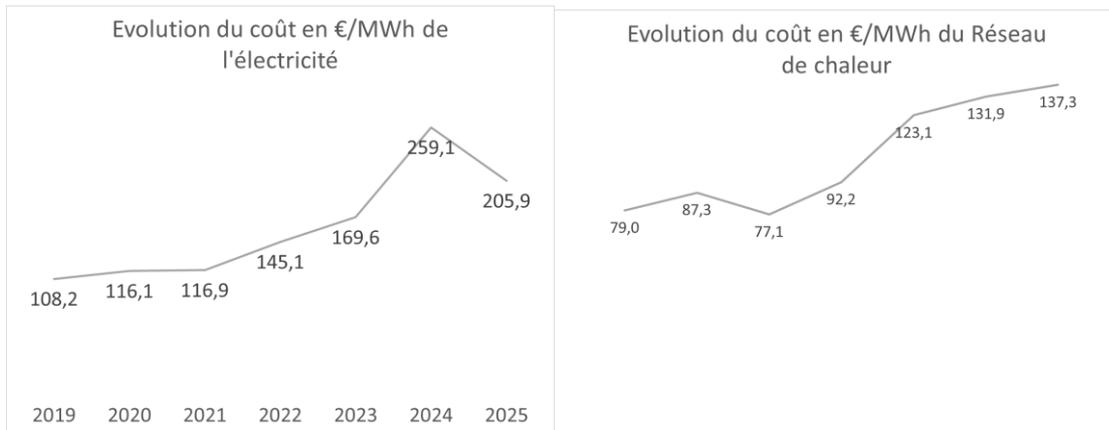
	BI 2024	BI 2025		evol
Composantes	4 214 730 €	3 510 678 €	-17%	- 704 052 €
Services communs	1 554 251 €	1 243 371 €	-20%	- 310 880 €
Recherche	5 847 733 €	6 543 748 €	12%	696 015 €
Projets transversaux	1 835 925 €	4 230 086 €	130%	2 394 161 €
Services centraux	13 607 357 €	17 609 514 €	29%	4 002 157 €
Act lucratives	123 040 €	43 100 €	-65%	- 79 940 €
<b>Total</b>	<b>27 183 036 €</b>	<b>33 180 498 €</b>	<b>22%</b>	<b>5 997 462 €</b>

Beaucoup de **dépenses incompressibles** et soumises à des hausses de prix sont portées par les services centraux. C'est le cas notamment des fluides, des charges de maintenance et du nettoyage des locaux, comme illustré ci-dessous :

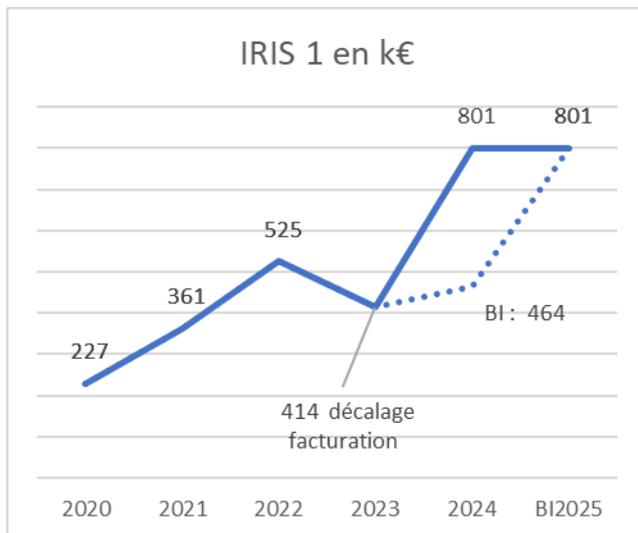


Au compte financier 2023, l'ensemble de ces dépenses représentaient plus de 5M€, au BI 2024, seuls 4M€ étaient prévus (ce qui fut insuffisant). Les hypothèses réalistes sont d'environ 6,8M€ pour 2025.

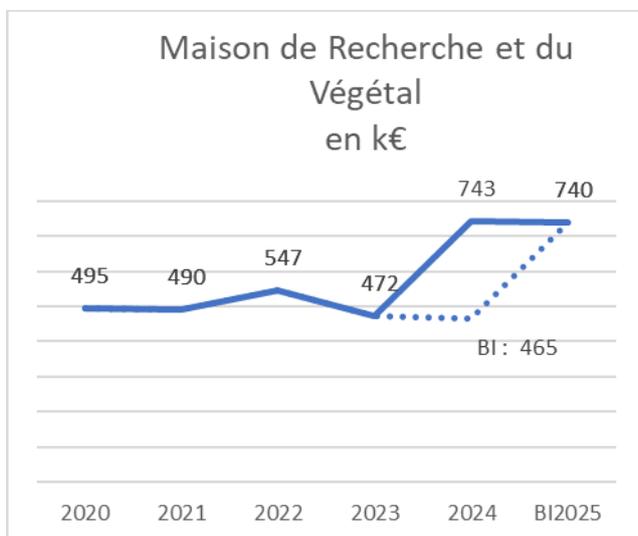
Le prix de l'énergie a fortement augmenté ces dernières années et même si les projections 2025 peuvent être légèrement en baisse en 2025, le volume financier reste important :



C'est également le cas des charges d'exploitation du bâtiment IRIS 1 qui sont facturées par le CHU et dont les tarifs d'électricité subissent une hausse extrêmement importante :



Et l'on retrouve cette augmentation de charges pour la Maison de la Recherche et du Végétal dont les charges augmentent (environ 40 à 50% seront compensées par une refacturation aux partenaires)



Les services centraux assurent également les dépenses pour les prestations PAMSU (praticiens agréés maîtres de stage des universités, 900k€), les conventions immobilières avec l'INSPE (200k€), avec l'ENSAM (146k€), avec le Domaine Universitaire de Cholet (400k€), les loyers et charges de la tour Saint-Serge (300k€), les loyers et charges de Saumur (150k€).

Sont également prises en compte les subventions pour les associations (Bibliothèque Anglophone, Institut Confucius, Vox Campus, Asua, Anjou Inter-langues...) dont les montants ont été revus à la baisse.

Les directions du numérique et du patrimoine sont respectivement responsables de budgets de 1,8M€ et 743k€ pour l'ensemble de l'établissement.

Les dépenses de fonctionnement pour les projets transversaux sont en hausse, cela s'explique par :

- La montée en puissance du projet EU GREEN (664k€)
- Les nouveaux crédits à dépenser INNTO/REUT reçus des partenaires du réseau (1,1M€)
- Les dépenses du projet LUMOMAT (782k€) et du projet ETOILE (363k€)
- Le versement de l'acompte THELEME (565k€)
- Le nouveau projet INCL'UA (130k€)
- L'affectation des dépenses du Campus des métiers sur les projets transversaux (et non plus à la composante ESTHUA, 94k€)

**Ces dépenses sont intégralement financées par des tiers extérieurs.**

Afin de contenir l'augmentation globale des dépenses de fonctionnement de l'UA, des hypothèses de baisse ont été appliquées aux composantes, aux services communs, aux directions centrales et aux crédits scientifiques des laboratoires.

### 4-3 L'investissement

Les besoins en AE d'investissement sont évalués à 14,7M€ et en CP à 12,2M€, ce qui est en légère augmentation par rapport aux prévisions d'atterrissage 2024 (14,8M€ en AE et 10,7M€ en CP) mais en baisse par rapport au budget initial 2024 (17,8M€ en AE et 13M€ en CP).

Dans la construction budgétaire, plusieurs hypothèses ont été prises :

- Maintien des projets d'investissement financés par un tiers. Exemple CPER travaux en Médecine et en LLSH, matériels scientifiques financés, aménagements financés par la CVEC et liaison numérique Le Mans-Tours.
- Maintien des crédits de paiement liés aux engagements en cours
- Maintien des dépenses des marchés notifiés (exemple travaux en LLSH)
- Pas de dépense sur budget propre, hormis une réserve d'urgence d'un million d'euros

Détail des investissements (en CP) :

Recherche	3 173 556
Reconversion locaux lettres CPER 2021/2027 - CPER 2015-2020 reconduit - 2ième tranche	2 000 000
Preconversion locaux lettres CPER 2015-2020	1 365 448
Réserve	1 070 000
REHABILITATION UFR SANTE MEDECINE CPER 2021-2027	980 000
CPER 21/27&DGRI liaison Le Mans Tours	777 000
(Living Center XXL) CVEC	660 000
Réserve CVEC	477 000
ACQUISITION en VEFA RDC BATIMENT LOGEMENT ETUDIANTS CAMPUS DE BELLE-BEILLE (UFR Sciences)	436 215
Reconversion locaux lettres CPER 2021/2027 - CPER 2015-2020 reconduit - 1er tranche	395 990
Parcours santé CVEC	340 000
UFR Sciences Remplacement contrôle d'accès	130 000
projets numériques SDN	100 000
DDN act lucr	92 400
Santé	50 000
Projets transv	32 518
UFR Sciences - Mise en conformité des installations aérauliques	30 000
Polytech rhéostat	22 000
IRIS2 Elevateur de quai	20 000
CVEC Aménagement gymnases centre sportif Belle-Beille	20 000
PLAN DE RELANCE BU DE BELLE-BEILLE Rénovation énergétique	6 000
EXTENSION PASSERELLE CPER 2015-2020	5 000
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS 2025</b>	<b>12 183 127</b>

## Les dépenses en synthèse

<p><b>Personnel</b> +4M€ par rapport au BI 2024 dont 2,1M€ liés à l'augmentation du CAS pension, 900k€ pour le GVT</p> <p><b>Fonctionnement</b> +6M€ par rapport au BI 2024 dont 4M€ pour des dépenses incompressibles (fluides, maintenance, contrats immobiliers). L'augmentation des autres dépenses est financée et identifiée.</p> <p><b>Investissement</b> : 12,2M€ prévus pour réaliser des travaux (UFR Santé, UFR LLSH) et acquérir des matériels scientifiques dans le cadre de partenariats.</p>
---

## V- Analyse des tableaux budgétaires soumis au vote du conseil d'administration

Dans cette partie, il est proposé de balayer l'ensemble des tableaux réglementaires, dans l'ordre numérique de la liasse budgétaire, qui sont soumis au vote du Conseil d'Administration. Les explications de ces tableaux, parfois complexes à appréhender (lisibilité, technicité, volume d'informations), reprennent les éléments qui ont pu être présentés précédemment dans cette note. Ils pourront parfois prendre la forme de

graphique.

Les tableaux réglementaires votés fixent et limitent les autorisations budgétaires qui seront mises à disposition de l'établissement pour la nouvelle année.

## Tableau 1 : Plafond des emplois

*Permet de visualiser la consommation prévisionnelle en ETPT (équivalent temps plein travaillé) du plafond fixé par le ministère qui constitue la limite maximum.*

**En préalable à l'analyse des évolutions des emplois, il est à noter qu'un important travail de réimputation des postes a été opéré en 2024.**

**En effet, l'occupation d'un nombre important de postes financés sur la SCSP (Subvention pour Charges de Services Publics) par des contractuels était indexée sur le Plafond Propre (plafond dédié aux ressources établissements), en application de règles de gestion internes. C'était notamment le cas lors des décisions de « réfrigérations », c'est-à-dire de vacances volontaires de postes titulaires (exemple : occupation de postes enseignants titulaires par des ATER ou ECER. Le poste alloué par l'Etat était alors défini comme vacant dans le SIRH, et un poste spécifique était ainsi créé sur Budget Propre.**

**De même, dans le cadre de certains financements spécifiques pérennes ou non au sein de la SCSP (dialogue de performance, loi ORE, DU Paréo...donc soit « soclés », soit sur « actions spécifiques »), les postes de contractuels créés à ce titre pouvaient être imputés sur Budget Propre.**

**Ces différents cas ont donc fait l'objet de retraitements afin que ces postes soient désormais fléchés sur Budget Etat, en lien avec les financements associés, que ces derniers aient ou non fait l'objet d'une augmentation du plafond d'emplois par le MESR.**

ECART BI 2025 -BI 2024

CATEGORIE D'EMPLOI	SOUS PLAFOND ETAT	FINANCES HORS SCSP	GLOBAL
ENSEIGNANTS/ CHERCHEUR	26	5	31
BIATSS	20	-36	-16
TOTAL	46	-31	15

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat en ETPT		Emplois financés hors SCSP en ETPT		BI 2024	BI 2025
			BI 2024	BI 2025	BI 2024	BI 2025		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	761	763			761	763
		CDI	1	3	19	22	20	25
	Non permanents	CDD	214	236	132	134	346	370
<b>S'total EC</b>			<b>976</b>	<b>1002</b>	<b>151</b>	<b>156</b>	<b>1127</b>	<b>1158</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>								
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	487	475			487	475
		CDI	37	40	223	228	260	268
	Non permanents	CDD	37	66	185	144	222	210
<b>S'total Biatss</b>			<b>561</b>	<b>581</b>	<b>408</b>	<b>372</b>	<b>969</b>	<b>953</b>
<b>Totaux</b>			<b>1537</b>	<b>1583</b>	<b>559</b>	<b>528</b>	<b>2096</b>	<b>2111</b>
							<b>Plafond global des emplois voté par le CA **</b>	

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat	<b>1 588,0</b>
---	----------------

### Une augmentation de 15 ETPT est prévue entre le BI 2024 et le BI 2025

Par plafond, on constate une augmentation de 46 ETPT sur le plafond Etat alors que le plafond propre est en diminution de 31 ETPT. Cette évolution par plafond s'explique par le

travail de fléchage plus pertinent des postes indiqué ci-dessus.

**L'augmentation sur le Plafond Etat de 47 ETPT entre le BI 2024 et le BI 2025** s'explique par les éléments principaux suivants :

➤ BIATSS : + 20 ETPT

-12 sur la population titulaire en lien avec la sous exécution du réel 2024 par rapport au BI 2024, suite à des départs non prévus (détachements, retraites et disponibilités, remplacés par des contractuels), et à des entrées prévues non réalisées en raison de concours infructueux (difficultés à attirer les titulaires).

+32 sur la population contractuelle en raison du meilleur fléchage des postes en fonction des recettes de SCSP (+20 changements de budget), à des réfrigérations de postes de titulaires (9 ETPT) et à des créations de postes en lien avec le dialogue de performance 2024 et la mise en œuvre du BUT GACO.

Concernant les titulaires, ces variations sont plus significatives sur la catégorie C (-16 ETPT) et B (+9 ETPT) et s'expliquent principalement par des mouvements inhérents aux listes d'aptitude notamment en catégorie B en fin d'année 2024, par des repyramidages ainsi que par des départs en mutation et détachements non prévus en BI 2024.

Concernant la population contractuelle, la progression est visible sur toutes les catégories : A (+14 ETPT), B (+9 ETPT) et C (+10 ETPT). Ces augmentations sont principalement liées au fait qu'en 2024, à la suite de l'optimisation de la gestion des postes, les CDI sont réaffectés sur les postes de titulaires non occupés (20 ETPT).

➤ Enseignants : +26.5 ETPT :

+1.5 ETPT sur la population titulaire ; la différence s'explique principalement par les décisions prises en campagnes d'emplois 2024 et 2025 (pour 4 mois), notamment la création de 7 postes (4 PRAG et 3 MCF), et 15 défrigations (nouvelles occupations par des enseignants titulaires de postes occupés par des enseignants contractuels) et 8 réfrigérations en CE 2025

+25 ETPT sur la population contractuelle ; les différences s'expliquent par l'augmentation de la population ASM/PHU (+7 ETPT), la croissance des PAST/MAST à hauteur de 5.25 ETPT, et l'augmentation des doctorants (+6.5 ETPT) et des professeurs contractuels (+5 ETPT) suite au travail d'indexation des postes sur Budget Etat.

**La diminution sur le Plafond propre de -31 ETPT entre le BI 2024 et le BI 2025** s'explique par les éléments principaux suivants :

➤ BIATSS : -36 ETPT ; la création de 15 postes lors de la CE 2025 en lien avec des financements (Thélème, REUT, InclUA, EU GREEN, recherche et ressources propres de composantes et services) est plus que contrebalancée par l'arrivée au terme de nombreux contrats non pérennes. De plus, 20 postes ont basculé du Budget Propre vers le Budget Etat, comme explicité ci-dessus.

➤ Enseignants : +5 ETPT s'expliquant principalement par une évolution à la hausse des doctorants (+ 10 ETPT) liés à des dépenses de recherche anticipées dont les financements sont prévus sur 2025. Cette croissance est compensée pour partie par une diminution des enseignants contractuels (- 5 ETPT) en lien avec l'indexation des postes.

## ECART BI 2025 - ATTER 2024

CATEGORIE D'EMPLOI	SOUS PLAFOND ETAT	FINANCES HORS SCSP	GLOBAL
ENSEIGNANTS/ CHERCHEUR	31	6	37
BIATSS	36	-26	10
TOTAL	67	-20	47

Catégories d'emplois	Nature des emplois	Emplois sous plafond Etat en ETPT		Emplois financés hors SCSP en ETPT		Atter 2024	BI 2025
		Atter 2024	BI 2025	Atter 2024	BI 2025		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	753	763		753	763
		CDI	1	3	19	22	20
	Non permanents	CDD	217	236	131	134	348
<b>S'total EC</b>			<b>971</b>	<b>1002</b>		<b>1121</b>	<b>1158</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>							
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	478	475		478	475
		CDI	33	40	215	228	248
	Non permanents	CDD	34	66	183	144	217
<b>S'total Biatss</b>			<b>545</b>	<b>581</b>		<b>398</b>	<b>943</b>
<b>Totaux</b>			<b>1516</b>	<b>1583</b>		<b>2064</b>	<b>2111</b>

Plafond global des emplois voté par le CA \*\*

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

1 588,0

**Une augmentation de 47 ETPT est prévue entre l'atterrissage 2024 et le BI 2025**, sachant qu'il convient de relativiser cette augmentation puisque dans le cadre du nouvel atterrissage 2024, les données réelles s'appuient sur les ETPT des mois de janvier à septembre 2024 et ne prennent pas en compte les acomptes versés sur ces mois (en moyenne 8 ETPT à fin septembre 2024). En réalité, sans ces acomptes, l'augmentation se situe à + 35 ETPT.

Par plafond, on constate une augmentation de 67 ETPT sur le plafond Etat alors que le plafond propre est en diminution de 20 ETPT. Cette évolution par plafond s'explique par le travail de refléchage indiqué ci-avant.

**L'augmentation sur le Plafond Etat de 67 ETPT entre l'atterrissage 2024 et le BI 2025** s'explique par les éléments principaux suivants :

➤ BIATSS : + 35.6 ETPT :

-2.5 sur la population titulaire en lien avec la sous exécution du réel 2024 par rapport au BI 2024 suite à des départs non prévus (détachements, retraites et disponibilités) remplacés par des contractuels et des entrées prévues non réalisées en raison de concours infructueux (difficultés à attirer des titulaires).

+38 sur la population contractuelle en raison d'un meilleur fléchage des dépenses en fonction des recettes de SCSP (+25 changements de budget) et lié à des réfrigérations de postes de titulaires (9 ETPT) et à des créations de postes dans le cadre du dialogue de performance 24 et de GACO.

➤ Enseignants : +31.3 ETPT :

+9.9 ETPT sur la population titulaire ; la différence s'explique principalement par les décisions prises en campagnes d'emplois 2024 et 2025 (pour 4 mois), notamment la création de 7 postes (4 PRAG et 3 MCF) et 15 défrigérations (nouvelles occupations par des enseignants titulaires de postes occupés par des enseignants contractuels) pour 8 réfrigérations en CE 2025.

+21.5 ETPT sur la population contractuelle ; les différences s'expliquent par

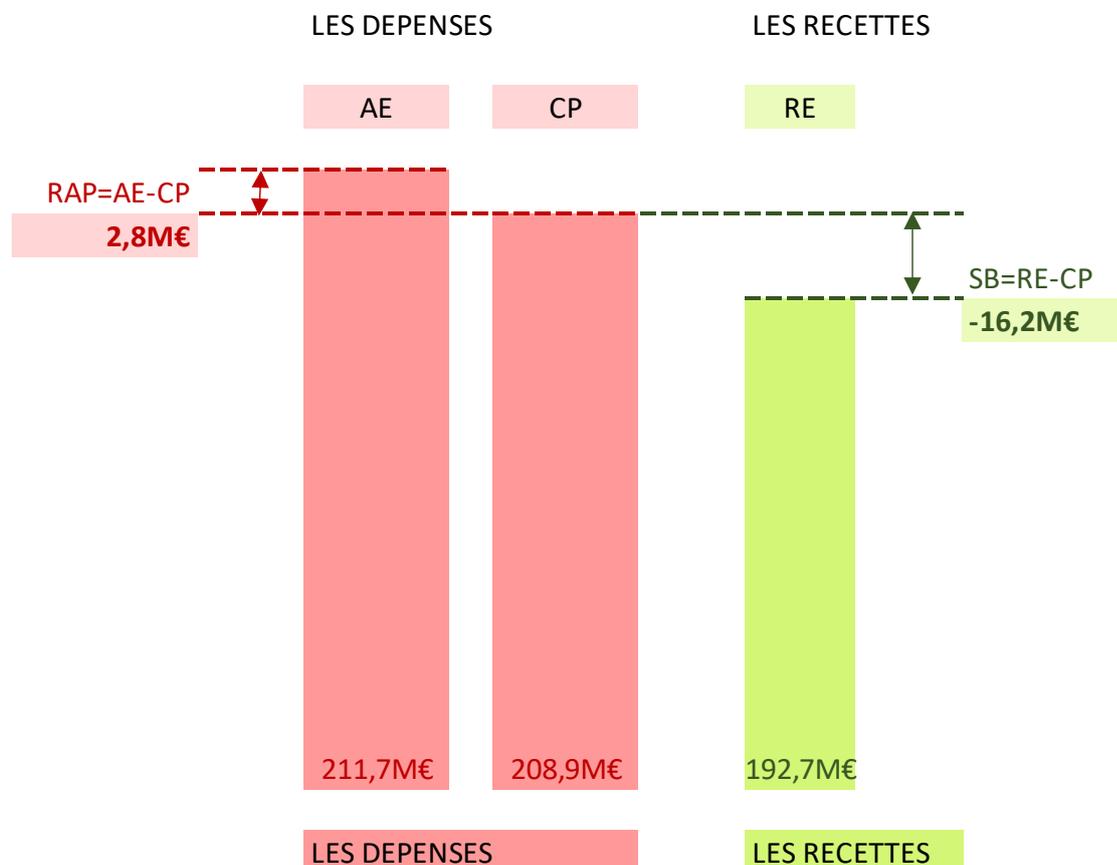
l'augmentation de la population ASM (+5.3 ETPT), l'augmentation des doctorants (+3.3 ETPT) lié à un meilleur fléchage, la croissance des PAST/MAST à hauteur de 5 ETPT et enfin l'augmentation des professeurs contractuels de +6.8 ETPT suite à la régularisation d'indexation de budget.

**La diminution sur le Plafond propre de -20 ETPT entre l'atterrissage 2024 et le BI 2025** s'explique par les éléments principaux suivants :

- BIATSS : -26 ETPT ; la création de 15 postes lors de la CE 2025 en lien avec des financements (Thélème, REUT, InclUA, EU GREEN, recherche et ressources propres de composantes et services) est plus que contrebalancée par l'arrivée au terme de nombreux contrats non pérennes. De plus, 20 postes ont basculé du Budget Propre vers le Budget Etat, comme explicité ci-dessus.
- Enseignants : +6 ETPT s'expliquant principalement par une évolution à la hausse des doctorants (+ 11 ETPT) liés à des créations sur activités de recherche dont les financements sont prévus sur 2025. Cette augmentation est compensée par une diminution des enseignants contractuels (- 6.8 ETPT) en lien avec un passage sur le budget Etat de ces contrats.

## Tableau 2 : Autorisations budgétaires 2025

*Indique les montants maximums des crédits ouverts sur la nouvelle année en AE et CP. Le montant en dépenses est limitatif (par masse) mais pas celui des recettes. Ce tableau donne le solde budgétaire global prévisionnel de l'établissement.*



Le montant des autorisations budgétaires (AE) permet de calculer le solde budgétaire (SB) prévisionnel de l'établissement et d'identifier le montant des restes à payer (RAP) sur les exercices suivants.

Ainsi pour 2025, le solde budgétaire (SB) est négatif de -16,2M€ car le montant des Recettes (RE) de 192,7M€ est inférieur au volume de CP de 208,9M€ sur l'exercice.

La différence entre AE et CP de 2,8M€ constitue une augmentation des Restes à Payer (RAP) sur les exercices suivants.

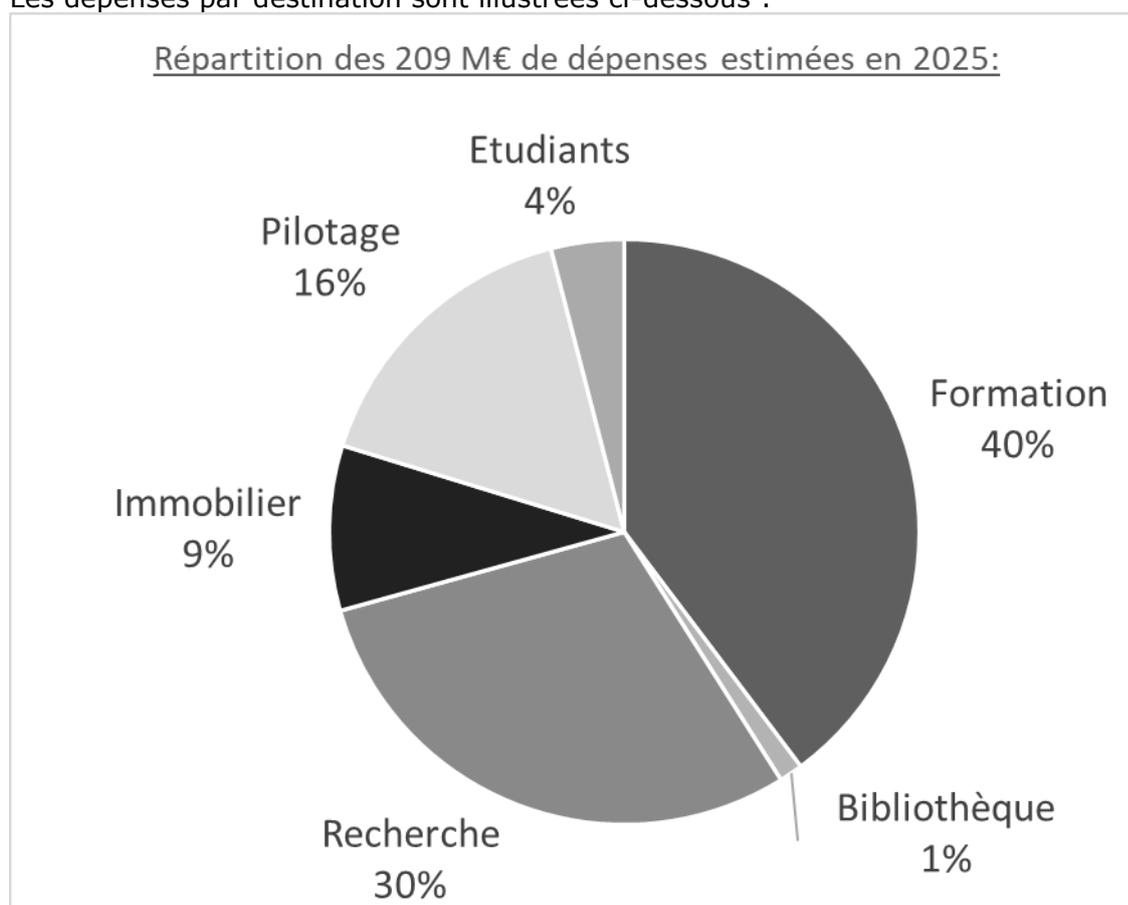
L'analyse plus fine du solde budgétaire sera possible lorsque les recettes seront correctement classées entre recettes « fléchées » et recettes « globalisées ».

### Tableau 3 : Dépenses et recettes par destination et origine (pour information)

*Présentation des montants des dépenses (AE et CP) et des recettes (RE) permettant de voir si la dépense concerne par exemple la formation en licence, en master, ou la recherche dans tel domaine ou si la recette provient de la subvention pour charge de service public ou des droits d'inscription par exemple.*

Les recettes par origine de financement sont détaillées dans le paragraphe plus-haut (I-prévisions de recettes)

Les dépenses par destination sont illustrées ci-dessous :



Les deux missions de l'université que sont la Formation et la Recherche représenteront respectivement 40% et 30% de l'ensemble des dépenses (personnel, fonctionnement, investissement, en CP).

Les dépenses de **Formation** (initiale et continue), se répartissent entre la licence (64%), le master (32%) et le doctorat (4%).

Les dépenses attribuées à la **Recherche** se répartissent entre les disciplines suivantes :

- Sciences de l'homme et de la société 32%
- Sciences de la vie, biotechnologie et santé 24%
- Maths, sciences et techniques de l'information 14%
- Interdisciplinarité et transversalités 13%
- Sciences de la terre 10%
- Physique chimie sciences de l'ingénieur 7%

## Tableau 4 : Équilibre financier.

*Présente la variation de trésorerie de l'établissement en partant du solde budgétaire du tableau 2 et en y ajoutant les opérations hors budget dites pour comptes de tiers.*

Le tableau 4 permet de montrer les besoins de financement de l'établissement ainsi que leur couverture. Le solde budgétaire global négatif correspond pour l'établissement à un besoin de trésorerie. Il est repris en haut de tableau. Par ailleurs, on retrace également dans ce tableau les opérations dites non budgétaires : opérations pour comptes de tiers (aide à la mobilité internationale, TVA) et impact de l'emprunt (remboursement).

La variation négative de trésorerie correspond à un prélèvement à hauteur prévisionnelle de 16 236 123€.

L'évolution de cette dernière sera détaillée également dans le tableau 7 afin d'appréhender les flux.

## Tableau 5 : Les opérations pour compte de tiers (pour information).

*Ce sont des opérations qui ne sont pas intégrées dans le budget mais ayant un impact sur la trésorerie (gestion de fonds dont l'établissement n'a pas la maîtrise, qui sont prédestinés dès leurs obtentions (bourses de mobilité par exemple). Il s'agit donc d'une information.*

Ce tableau des opérations pour compte de tiers permet d'identifier l'ensemble des opérations sans impact budgétaire pour l'UHA. Ces éléments sont retracés uniquement en comptabilité générale en compte de tiers. Ces opérations sortent du budget de l'Université et ne sont pas prises en compte dans les montants des autorisations budgétaires votées. Néanmoins, il est important de les évaluer pour connaître les montants en jeu et les impacts sur la trésorerie de l'établissement. Le montant global des opérations pour comptes de tiers est de l'ordre de 1,5 M€.

## Tableau 6 : Situation patrimoniale.

*Présente le compte de résultat prévisionnel, le calcul de la capacité d'autofinancement de l'établissement, et l'évolution du fonds de roulement.*

Ce tableau est basé sur la comptabilité générale (charges / produits et emplois / ressources, en complément des tableaux précédents en comptabilité budgétaire

(encaissement / décaissement).

Sa construction se fait sur les éléments budgétaires et comptables 2025 pour lesquels les extrapolations suivantes sont prises en considération :

- Le montant des charges et des emplois est équivalent au volume de CP
- Les charges à payer et produits à recevoir sur l'année 2025 sont estimés pour les importants projets pluriannuels finances afin de neutraliser les décalages d'encaissement. En comptabilité générale, les charges et les produits sont rattachés à l'exercice de l'activité à l'origine des flux. Exemple, les acomptes encaissés avant le début de l'activité sur un exercice antérieur sont corrigés pour être imputés à l'exercice de l'activité.
- Une stabilité du volume des provisions entre 2024 et 2023 (passifs sociaux).
- Une charge nette d'amortissement stable par rapport au BI2024, basée sur le compte financier 2023 et la projection pour les années 2024 et 2025 (montant évaluatif), soit 10,9M€ d'amortissement pour 7,9M€ de quote-part de reprise.
- Le montant des produits et des recettes est équivalent aux volumes RE pour la partie globalisée.
- Pour la partie des produits / recettes sur les opérations gérées à l'avancement, le montant est égal à celui des CP.

Le tableau de la situation patrimoniale ne se positionne pas dans une logique GBCP. Il vient donc en complément de tous les éléments déjà présentés auparavant. Ici, sont pris en compte les montants prévisionnels des titres de recette (versus encaissement en GBCP), les montants des recettes au titre des quote-parts, des éventuelles reprises de provision, les charges qui seront réellement rattachées à l'exercice ainsi que les charges prévisionnelles relatives aux amortissements et aux provisions.

L'objectif du tableau est de mesurer le résultat comptable prévisionnel de l'établissement. Ce dernier est négatif de -9 666 819€.

### **Tableau 7 : Le plan de trésorerie (pour information).**

*Le plan détaille mois par mois, la prévision des encaissements et des décaissements. Il donne globalement la variation de trésorerie annuelle (fléchée et globalisée). Pour information.*

Le plan de trésorerie permet de connaître et de comprendre son évolution prévisionnelle, mois par mois, en faisant le bilan de l'ensemble des encaissements et des décaissements mensuels.

L'objectif prioritaire étant la recherche de point de tension, c'est-à-dire de période à laquelle la trésorerie de l'établissement pourrait s'avérer insuffisante ou trop faible.

### **Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées (pour information).**

*Il présente par année les recettes et les dépenses des opérations dites fléchées au sens de la délibération votée par le conseil d'administration. Le déroulement des opérations dites fléchées est donné pour information.*

Ce tableau permet de suivre l'avancement et la planification annuelle des dépenses et des recettes au titre de ces opérations suivant la définition adoptée par l'établissement. Ce cadrage réglementaire étant très ancien à l'UA, il est proposé au Conseil

d'Administration lors de la séance du 12 décembre 2024 de définir ce qui est considéré comme « fléché » afin de mieux qualifier la trésorerie.

Exemple, telles que présentées à ce jour, les recettes fléchées ne représenteraient que 3 235 458€ en 2025, ce qui est trop peu au regard des financements reçus et pour lesquels des justifications de dépenses sont attendues. De cela résulte une mauvaise estimation de la trésorerie disponible, qu'il faut corriger.

## Tableau 9 (pour information)

*Les opérations pluriannuelles présentent la déclinaison budgétaire pluriannuelle en recettes et en dépenses de toutes les activités de l'établissement suivies avec une opération pluriannuelle (définition propre à l'établissement).*

Le tableau regroupe l'activité que l'Université souhaite suivre avec une approche pluriannuelle. La tranche 2025 des opérations est de 25,9 M€ de CP. L'opération de liaison DATACENTER a été reprogrammée en 2025 pour 400k€.

## En synthèse

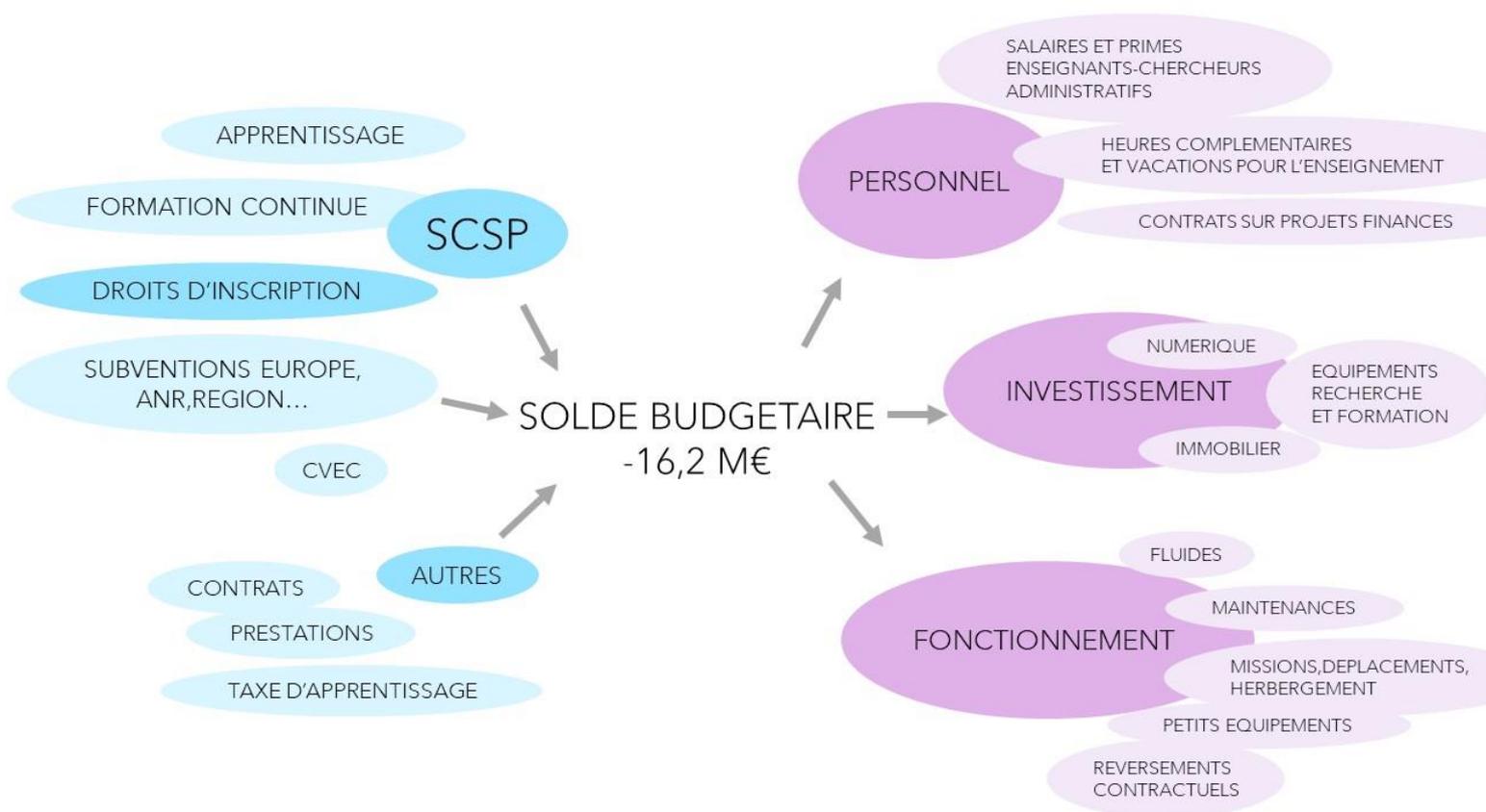
L'ensemble de ces tableaux constitue la liasse budgétaire réglementaire du budget initial 2025 dont la présente note donne des éléments d'analyse et de compréhension.

## VI- Soutenabilité du budget

En complément de la présentation de l'ensemble des éléments constitutifs du budget en autorisations budgétaires, en dépenses, et en recettes et des tableaux réglementaires GBCP, il convient de regarder le budget dans son ensemble à travers les grands équilibres généraux et quelques indicateurs centraux.

### Le solde budgétaire

La GBCP a fait du solde budgétaire (SB) l'élément central du pilotage de l'établissement en comparant le volume total des recettes encaissées sur l'année avec le total des dépenses payées. Il représente donc un solde de trésorerie sur les opérations budgétaires.



Pour 2025, le SB est globalement négatif de -16,2M€. L' établissement doit donc utiliser ses réserves pour financer ce déficit (trésorerie et / ou fonds de roulement).

L'analyse sera plus fine lorsque les dépenses et les recettes fléchées seront correctement qualifiées. (le projet interne de définition du périmètre de « fléchage » est proposé au CA du 12 décembre 2024)

Aujourd'hui seulement 3,2M€ de recettes sont considérées comme « fléchées » : il s'agit des projets transversaux. C'est insuffisant et incorrect car beaucoup d'autres recettes nécessitent une justification des dépenses (Recherche, projets immobiliers...). Cette meilleure qualification des recettes et dépenses permettra d'évaluer les impacts sur le solde budgétaire (décalages des versements et acomptes par exemple).

## La trésorerie de l'établissement

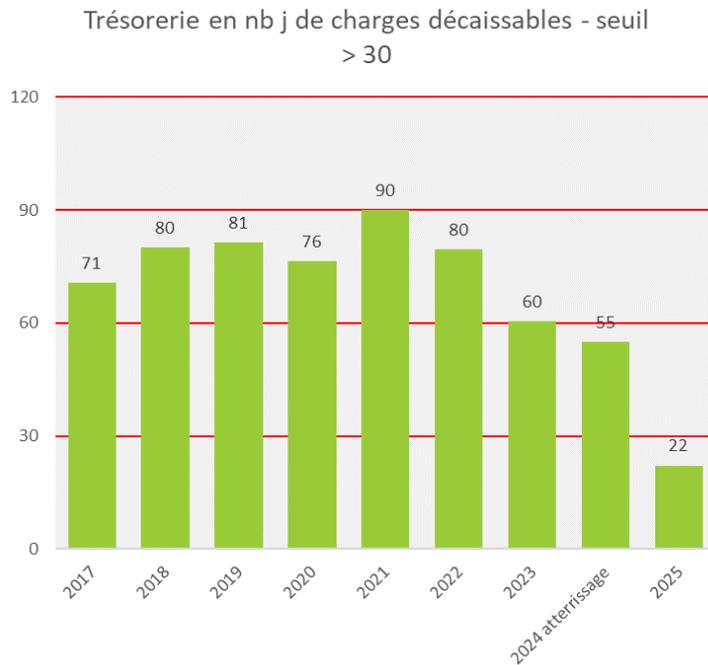
Conformément à l'analyse du tableau 7, le volume prévisionnel total de trésorerie de l'établissement au 31/12/2024 s'élèverait à 28,3M€.

L'année 2025 connaîtra une variation de trésorerie significative, équivalente au solde budgétaire, -16,2M€.

L'établissement a la capacité d'absorber ce besoin de trésorerie pour financer une partie de ses dépenses pour l'année 2025, au regard notamment de son niveau de trésorerie en début d'année, mais le niveau en fin d'année 2025 atteindrait 12M€, ce qui est peu.

L'activité financière de l'établissement peut être évaluée par la trésorerie exprimée en nombre de jours de crédits payés (hors investissement). L'université décaissant environ 540k€ par jour, la trésorerie serait de 22 jours en fin d'année 2025.

Ce ratio est faible et insuffisant au regard du seuil de référence de 30 jours.

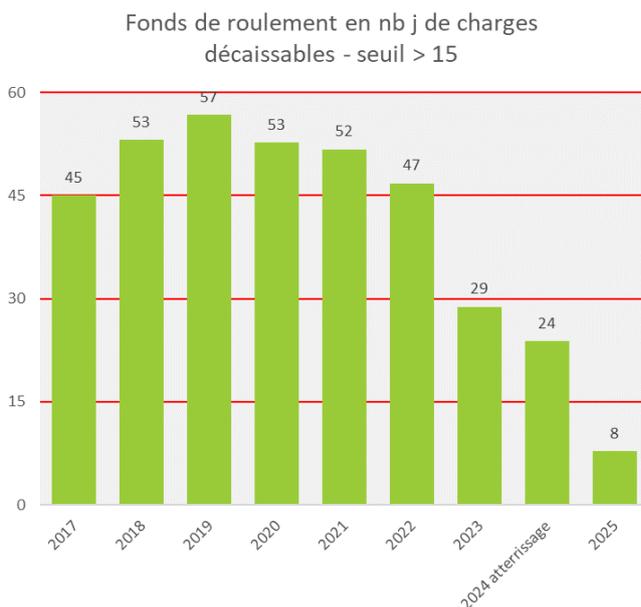


Le plan d'action financier en cours d'élaboration cherchera à améliorer la trajectoire inquiétante de la trésorerie sur les années à venir.

### Le fonds de roulement de l'établissement

De manière schématique, à fin 2022, le niveau de FDR était de 14,3 M€. La programmation du BI2024 prévoyait un prélèvement sur fonds de roulement très important pour un niveau final de 4,6M€. L'exécution des opérations d'investissement n'ayant pas été à la hauteur des prévisions initiales, l'atterrissage 2024 estime plutôt un niveau de FDR de 12,3M€ fin décembre 2024.

En 2025, les dépenses estimées nécessiteront un prélèvement important jusqu'à faire baisser le FDR à 4,3M€ en fin d'année 2025. Ce qui, en nombre de jours de décaissements, correspond à un ratio de 8 jours. C'est en-dessous du seuil d'alerte de 15 jours.

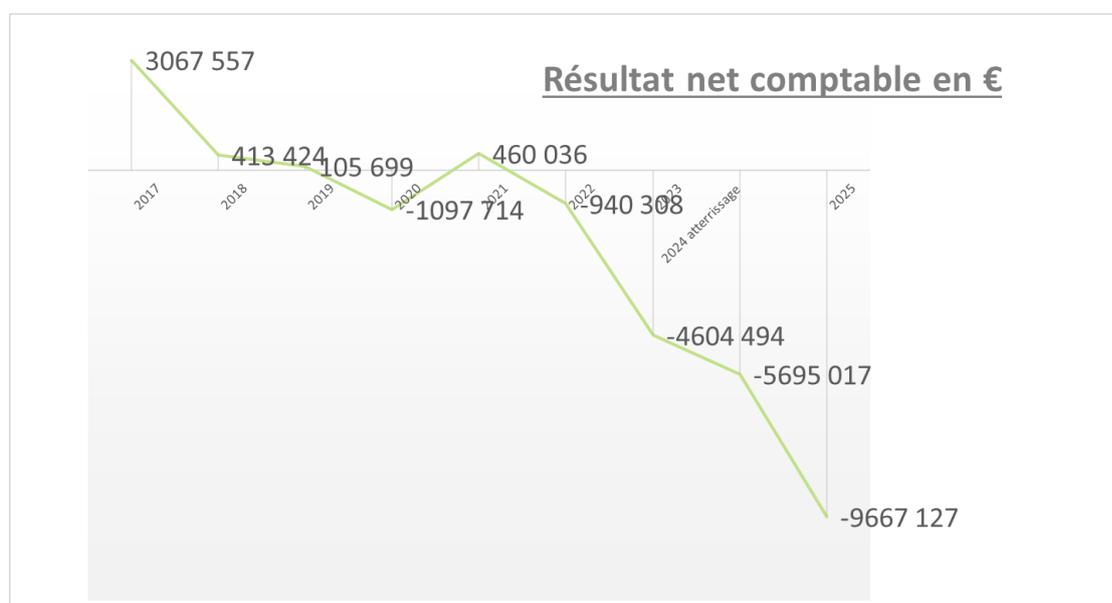


Le plan d'action financier en cours d'élaboration cherchera à améliorer la trajectoire inquiétante du FDR sur les années à venir.

## Le résultat comptable

Le résultat est en déficit à hauteur de -9,7M€, soit un niveau inférieur d'un million environ de celui du BI 2024.

Ce déficit s'explique par des charges 2025 en augmentation d'environ 10 M€ et supérieures aux produits qui même s'ils sont évalués en hausse d'9M€ par rapport au BI 2024, ne suffisent pas à équilibrer l'activité.

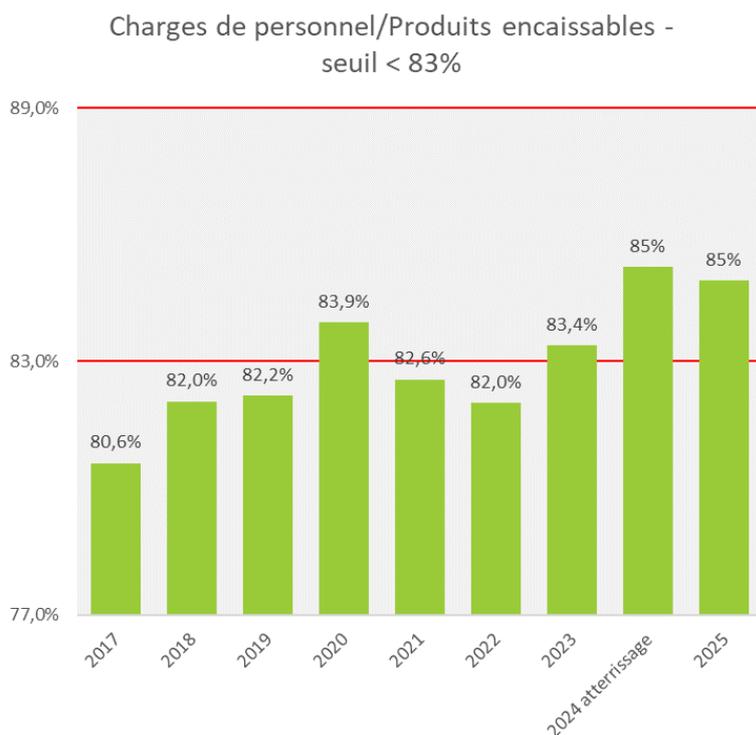


Le plan d'action financier en cours d'élaboration cherchera à améliorer la trajectoire inquiétante du résultat sur les années à venir.

## Le taux de rigidité de masse salariale

Un indicateur important à suivre pour évaluer la soutenabilité de l'établissement est le taux de rigidité de masse salariale (ou ratio Dizambourg) qui se calcule en rapportant le volume des charges de personnel aux produits encaissables.

Le seuil d'alerte est fixé à 83% ce qui signifie qu'au-dessus de ce taux, l'établissement est contraint de dépenser une part très voire trop importante pour sa masse salariale, au détriment du fonctionnement et de l'investissement.



L'évolution des dernières années démontre que l'UA a une trajectoire très en hausse, signifiant que le poids de sa masse salariale par rapport à l'ensemble des produits encaissés la contraint fortement.

## En synthèse

Globalement le budget prévisionnel est fortement déséquilibré pour 2025. Malgré l'apport des ressources propres en proportion honorable, et malgré la maîtrise des dépenses d'investissement, l'établissement présente une situation financière très fragile.

Les indicateurs financiers principaux sont estimés ainsi pour l'année 2025 :

Résultat	-9,7 M€
IAF	-6,6 M€
Trésorerie	22 jours
FDR	8 jours
Taux de rigidité MS	85%

L'objectif d'une CAF à 2,5 M€ voté au DOB de juillet 2025 ne sera pas atteint et un plan d'action financier pluriannuel sera proposé pour relever la trajectoire de l'établissement.

*Merci à toute la communauté pour l'ensemble du travail effectué et les nombreuses contributions qui ont permis la construction de ce budget initial 2025 !*

*La DAF*

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
		<b>Emplois sous plafond Etat *</b>	<b>Emplois financés hors SCSP</b>	<b>Global</b>
		En ETPT	En ETPT	
Catégories d'emplois	Nature des emplois	763		763
		3	22	25
	236	134	370	
<b>S/total EC</b>		<b>1 002</b>	<b>156</b>	<b>1 158</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)</b>				-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Nature des emplois	475		475
		40	228	268
	66	144	210	
<b>S/total Biatss</b>		<b>581</b>	<b>372</b>	<b>953</b>
<b>Totaux</b>		<b>1 583 (1)</b>	<b>528</b>	<b>2 111</b>
<b>Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat</b>		<b>1 588,0 (3)</b>		<b>Plafond global des emplois voté par le CA ** (2)</b>

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"



**TABLEAU 3**  
Dépenses par destination - Recettes par origine

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Tableau des dépenses par destination (obligatoire)**

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	49 242 359,00	49 242 359,00	3 046 369,00	2 546 369,00			3 372 076,00	1 065 000,00	55 660 804,00	52 853 728,00
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	24 405 566,00	24 405 566,00	2 262 110,00	2 460 827,00			545 066,00	39 519,00	27 212 742,00	26 905 912,00
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	2 415 525,00	2 415 525,00	943 691,00	943 691,00					3 359 216,00	3 359 216,00
D105 - Bibliothèques et documentation	1 977 175,00	1 977 175,00	734 086,00	734 086,00					2 711 261,00	2 711 261,00
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	13 427 570,00	13 427 570,00	1 345 201,00	1 323 282,00			59 591,00	59 591,00	14 832 362,00	14 810 443,00
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	7 928 203,00	7 928 203,00	733 233,00	733 233,00			59 131,00	59 131,00	8 720 567,00	8 720 567,00
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 617 709,00	3 617 709,00	405 714,00	405 714,00			45 271,00	45 271,00	4 068 694,00	4 068 694,00
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies									-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	5 862 123,00	5 862 123,00	419 576,00	369 271,00			40 032,00	40 032,00	6 321 731,00	6 271 426,00
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	18 228 200,00	18 228 200,00	1 586 329,00	1 586 329,00			23 579,00	23 579,00	19 838 108,00	19 838 108,00
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 823 585,00	2 823 585,00	2 665 209,00	2 299 658,00			2 958 045,00	2 945 951,00	8 446 839,00	8 069 194,00
D113 - Diffusion des savoirs et musées									4 019 698,00	-
D114 - Immobilier	4 019 698,00	4 019 698,00	9 423 406,00	9 575 361,00			4 072 800,00	5 438 653,00	38 780 372,00	19 033 712,00
D115 - Pilotage et support	25 284 166,00	25 284 166,00	7 366 597,00	7 629 680,00			1 862 278,00	969 400,00	10 985 001,00	33 883 246,00
D201 - Aides directes aux étudiants	1 756 126,00	1 756 126,00	1 059 049,00	1 059 049,00					1 059 049,00	2 815 175,00
D202 - Aides indirectes			14 750,00	14 750,00					2 551 021,00	14 750,00
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 536 271,00	2 536 271,00	1 493 981,00	1 499 505,00			1 627 000,00	1 497 000,00	166 645 257,00	5 532 776,00
<b>TOTAL</b>	<b>163 524 276,00</b>	<b>163 524 276,00</b>	<b>33 499 301,00</b>	<b>33 180 805,00</b>	-	-	<b>14 664 869,00</b>	<b>12 183 127,00</b>	<b>211 688 446,00</b>	<b>208 888 208,00</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B** -

**Tableau des recettes par origine (facultatif)**

Budget	RECETTES										
	Recettes globalisées					Recettes fléchées					Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public - FD010	144 888 593										144 888 593,00
Droits d'inscription - FD020						5 515 913,00					5 515 913,00
Formation continue, diplômes propres et VAE - FD030						13 505 847,00					13 505 847,00
Taxe d'apprentissage - FD040						537 500,00					537 500,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR - FD050											-
Valorisation - FD060						748 198,00					748 198,00
ANR investissements d'avenir - FD070								2 086 100,00			2 086 100,00
ANR hors investissements d'avenir - FD080						1 597 803,00					1 597 803,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région - FD090						5 038 721,00					5 038 721,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne - FD100						3 068 862,00			640 269,00		3 709 131,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres - FD110			2 523 550,00			7 726 887,00	162 816,00	490 589,00	18 500,00		10 922 342,00
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs - FD120						35 500,00					35 500,00
Autres recettes - FD130				2 116 568,00		1 973 319,00					4 089 887,00
<b>TOTAL</b>	<b>144 888 593,00</b>	<b>-</b>	<b>2 523 550,00</b>	<b>2 116 568,00</b>	<b>17 432 273,00</b>	<b>22 479 093,00</b>	<b>490 589,00</b>	<b>2 086 100,00</b>	<b>658 769,00</b>	<b>-</b>	<b>192 675 535,00</b>

**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C** 16 212 673,00

**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier Budget initial 2025**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

BESOINS				FINANCEMENTS			
	Montants Budget initial 2024 (voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025	Montants Budget initial 2024 (voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	11 299 506	3 508 812	16 212 673	-			Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>	<i>11 299 506</i>						<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>							<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	50 218	76 742	23 450				Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 757 600	472 621	1 584 800	1 757 600	295 552	1 584 800	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)							Autres encaissements non budgétaires (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>13 107 324</b>	<b>4 058 175</b>	<b>17 820 923</b>	<b>1 757 600</b>	<b>295 552</b>	<b>1 584 800</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)</b>			-	<b>11 349 724</b>	<b>3 762 623</b>	<b>16 236 123</b>	<b>PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>715 807</i>		-	-		<i>1 032 173</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>			-	<i>12 065 531</i>		<i>15 203 950</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>13 107 324</b>	<b>4 058 175</b>	<b>17 820 923</b>	<b>13 107 324</b>	<b>4 058 175</b>	<b>17 820 923</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

**TABLEAU 5**  
**Opérations pour compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débit (c1)	Crédit (c2)
Aide à la Mobilité Internationale (AMI)	Compte 46711000	Aide à la Mobilité Internationale	284 800	284 800
TVA	Comptes 445*	TVA	1 300 000	1 300 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 584 800,00</b>	<b>1 584 800,00</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"*

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

**TABLEAU 6**  
**Situation patrimoniale Budget initial 2025**

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Montants Budget initial 2025			PRODUITS	Montants Budget initial 2025		
	Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025		Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025
Personnel	157 382 597	156 602 597	161 405 737	Subventions de l'Etat	149 675 671	151 719 878	146 387 732
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	40 740 934	40 627 639	42 874 820	Fiscalité affectée	2 130 649	2 273 176	1 639 568
Fonctionnement autre que les charges de personnel	39 561 342	40 918 407	46 243 041	Autres subventions	9 557 020	10 370 286	14 877 870
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	26 972 674	27 462 647	35 076 789
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>196 943 939</b>	<b>197 521 004</b>	<b>207 648 778</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>188 336 014</b>	<b>191 825 987</b>	<b>197 981 959</b>
<b>Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Résultat : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>8 607 925</b>	<b>5 695 017</b>	<b>9 666 819</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>196 943 939</b>	<b>197 521 004</b>	<b>207 648 778</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>196 943 939</b>	<b>197 521 004</b>	<b>207 648 778</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

**Calcul de la capacité d'autofinancement**

	Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>-8 607 925</b>	<b>-5 695 017</b>	<b>-9 666 819</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	10 289 590	11 646 655	10 944 005
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	7 600 718	8 090 691	7 902 466
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>-5 919 053</b>	<b>-2 139 053</b>	<b>-6 625 280</b>

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

EMPLOIS	Montants Budget initial 2025			RESSOURCES	Montants Budget initial 2025		
	Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025		Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025
Insuffisance d'autofinancement	5 919 053	2 139 053	6 625 280	Capacité d'autofinancement	0	0	0
Investissements	13 196 155	9 972 726	12 183 127	Financement de l'actif par l'Etat	5 092 376	5 136 812	6 564 438
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	5 039 579	4 995 143	4 180 077
				Autres ressources			
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>19 115 208</b>	<b>12 111 779</b>	<b>18 808 407</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>10 131 955</b>	<b>10 131 955</b>	<b>10 744 515</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)</b>	<b>8 983 253</b>	<b>1 979 824</b>	<b>8 063 892</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

	Montants Budget initial 2024 ( voté le 21/12/2023)	Montants prévision d'exécution 2024	Montants Budget initial 2025
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-8 983 253	-1 979 824	-8 063 892
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	2 366 471	1 782 799	8 172 231
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-11 349 724	-3 762 623	-16 236 123
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	4 642 512	12 320 190	4 256 298
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-9 803 409	-15 999 986	-7 827 755
Niveau final de la TRESORERIE	14 445 921	28 320 176	12 084 053

\* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

**TABLEAU 7**  
**Plan de trésorerie**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>28 320 176</b>	<b>41 130 059</b>	<b>27 088 696</b>	<b>13 282 147</b>	<b>35 017 579</b>	<b>27 354 402</b>	<b>13 041 662</b>	<b>38 645 925</b>	<b>25 338 609</b>	<b>21 131 311</b>	<b>30 228 857</b>	<b>17 205 878</b>	<b>317 785 303</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	31 584 708	2 117 085	3 161 645	37 635 263	8 317 115	2 656 735	44 738 156	2 256 179	12 376 471	26 090 948	4 531 804	13 973 967	189 440 077
Subvention pour charges de service public	29 991 939	-	-	35 932 371	5 795 544	-	41 583 026	-	8 403 538	21 588 400	-	1 593 775	144 888 593
Subvention pour charges d'investissement	-	50 471	100 942	201 884	50 471	290 208	100 942	25 236	201 884	227 120	466 857	807 536	2 523 550
Autres financements de l'État	211 657	21 166	296 320	-	-	21 166	529 142	-	592 639	105 828	126 994	211 657	2 116 568
Fiscalité affectée	697 291	871 614	697 291	697 291	1 394 582	871 614	1 220 259	1 394 582	1 394 582	2 091 873	2 440 518	3 660 777	17 432 273
Autres financements publics	683 821	1 173 835	2 067 093	803 717	1 076 518	1 473 748	1 304 787	836 362	1 783 828	2 077 727	1 497 435	7 700 222	22 479 093
Recettes propres													-
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	27 449	151 961	311 747	439 179	344 102	321 681	89 239	119 607	294 110	239 213	283 366	613 804	3 235 458
Subvention pour charges d'investissement fléchée													-
Autres financements de l'État fléchés		14 718	9 812	-	14 718	156 988	34 341	9 812	19 624	19 624	63 777	147 177	490 589
Autres financements publics fléchés	27 449	137 243	301 936	439 179	329 384	164 692	54 897	109 795	274 487	219 589	219 590	466 628	2 744 869
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations non budgétaires</b>	28 848	264 960	103 632	91 000	138 176	176 944	26 000	298 265	26 000	144 240	208 735	78 000	1 584 800
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	28 848	264 960	103 632	91 000	138 176	176 944	26 000	298 265	26 000	144 240	208 735	78 000	1 584 800
TVA encaissée	26 000	208 000	78 000	91 000	104 000	26 000	26 000	298 265	26 000	130 000	208 735	78 000	1 300 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	2 848	56 960	25 632	-	34 176	150 944	-	-	-	14 240	-	-	284 800
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers													-
Autres encaissements d'opérations non budgétaires													-
<b>A. TOTAL</b>	<b>31 641 005</b>	<b>2 534 006</b>	<b>3 577 025</b>	<b>38 165 442</b>	<b>8 799 393</b>	<b>3 155 360</b>	<b>44 853 395</b>	<b>2 674 051</b>	<b>12 696 582</b>	<b>26 474 401</b>	<b>5 023 905</b>	<b>14 665 771</b>	<b>194 260 335</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	18 293 105	16 045 844	16 971 062	16 022 321	16 106 677	17 021 866	18 685 092	15 714 019	16 463 680	16 907 269	17 573 558	18 816 084	204 620 577
Personnel	13 779 227	12 886 129	13 029 662	12 774 491	13 189 144	12 838 284	14 831 807	14 480 947	12 280 098	12 965 870	13 268 885	13 157 248	159 481 791
Fonctionnement	3 302 968	2 312 077	2 972 671	2 642 374	2 312 077	2 972 671	2 642 374	990 890	2 972 671	2 972 671	2 972 671	3 963 561	33 029 677
Intervention													-
Investissement	1 210 911	847 638	968 729	605 455	605 455	1 210 911	1 210 911	242 182	1 210 911	968 729	1 332 002	1 695 275	12 109 109
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	398 403	392 934	250 059	277 457	253 064	325 789	441 068	228 253	287 153	300 011	315 879	797 563	4 267 631
Personnel	160 457	160 842	154 685	155 070	158 341	162 381	163 728	158 918	147 182	157 764	176 233	168 345	1 923 946
Fonctionnement	231 117	231 117	92 447	115 558	92 447	161 782	277 340	69 335	138 670	138 670	138 670	624 015	2 311 167
Intervention													-
Investissement	6 829	976	2 927	6 829	2 276	1 626	-	-	1 301	3 577	976	5 203	32 518
<b>Opérations non budgétaires</b>	139 614	136 591	162 453	130 231	102 830	120 445	122 972	39 096	153 047	169 575	157 447	173 950	1 608 250
Emprunts : remboursements en capital			23 450										23 450
Prêts : décaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	139 614	136 591	139 003	130 231	102 830	120 445	122 972	39 096	153 047	169 575	157 447	173 950	1 584 800
TVA décaissée	130 000	91 000	91 000	91 000	91 000	104 000	104 000	39 000	130 000	130 000	130 000	169 000	1 300 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	9 614	45 591	48 003	39 231	11 830	16 445	18 972	96	23 047	39 575	27 447	4 950	284 800
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers													-
Autres décaissements d'opérations non budgétaires													-
<b>B. TOTAL</b>	<b>18 831 122</b>	<b>16 575 368</b>	<b>17 383 574</b>	<b>16 430 010</b>	<b>16 462 570</b>	<b>17 468 099</b>	<b>19 249 132</b>	<b>15 981 368</b>	<b>16 903 880</b>	<b>17 376 854</b>	<b>18 046 884</b>	<b>19 787 597</b>	<b>210 496 458</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>12 809 883</b>	<b>- 14 041 362</b>	<b>- 13 806 549</b>	<b>21 735 432</b>	<b>- 7 663 177</b>	<b>- 14 312 740</b>	<b>25 604 263</b>	<b>- 13 307 317</b>	<b>- 4 207 298</b>	<b>9 097 547</b>	<b>- 13 022 979</b>	<b>- 5 121 826</b>	<b>16 236 124</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>41 130 059</b>	<b>27 088 696</b>	<b>13 282 147</b>	<b>35 017 579</b>	<b>27 354 402</b>	<b>13 041 662</b>	<b>38 645 925</b>	<b>25 338 609</b>	<b>21 131 311</b>	<b>30 228 857</b>	<b>17 205 878</b>	<b>12 084 052</b>	<b>317 785 303</b>

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

**TABLEAU 8**  
**Opérations liées aux recettes fléchées**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Antérieures à 2024 non dénouées	2025	2026	2027	2028 et plus	TOTAL
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>	<b>2 513 480</b>	<b>5 306 004</b>	<b>4 273 831</b>	<b>2 499 907</b>	<b>1 603 321</b>	
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>16 488 139</b>	<b>3 235 458</b>	<b>2 416 689</b>	<b>2 976 211</b>	<b>2 947 781</b>	<b>28 064 278</b>
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'État fléchés	3 664 323	490 589	490 589	490 589	977 179	6 113 269
Autres financements publics fléchés	12 789 521	2 744 869	1 926 100	2 485 622	1 970 602	21 916 713
Recettes propres fléchées	34 295	0	0	0	0	34 295
<b>Dépenses sur recettes fléchées CP (c)</b>	<b>13 695 615</b>	<b>4 267 631</b>	<b>4 190 613</b>	<b>3 872 797</b>	<b>2 037 622</b>	<b>28 064 278</b>
Personnel						
AE=CP	7 729 422	1 923 946	2 078 908	2 128 408	279 499	14 140 183
Fonctionnement						
AE	6 577 955	2 112 450	2 049 753	1 501 612	1 084 276	13 326 045
CP	5 874 905	2 311 167	1 938 277	1 622 083	1 579 613	13 326 045
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	115 663	32 518	149 054	122 305	178 510	598 050
CP	91 288	32 518	173 429	122 305	178 510	598 050
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>2 792 524</b>	<b>-1 032 173</b>	<b>-1 773 924</b>	<b>-896 586</b>	<b>910 159</b>	<b>0</b>

*Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)*

*Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.*

<b>Autofinancement des opérations fléchées (d)</b>						<b>0</b>
<b>Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)</b>						<b>0</b>
<b>Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)</b>	<b>5 306 004</b>	<b>4 273 831</b>	<b>2 499 907</b>	<b>1 603 321</b>	<b>2 513 480</b>	<b>0</b>



		Prévision pluriannuelle	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	
		(1)	(2)
PFIRECCPER : CPER	Fonctionnement et intervention	100 780	100 780
	Investissement	8 605 484	8 605 484
		<b>9 716 367</b>	<b>9 716 367</b>
PFIRECHREG : Projets Region	Personnel	4 045 799	4 045 799
	Fonctionnement et intervention	1 983 718	1 424 373
	Investissement	283 248	278 748
		<b>6 312 766</b>	<b>6 312 766</b>
PFIRECHANR : Projets ANR	Personnel	6 787 464	3 883 616
	Fonctionnement et intervention	5 352 307	3 024 298
	Investissement	625 551	400 555
		<b>12 765 321</b>	<b>12 765 321</b>
PFIRECEURO : contrats recherche Européens	Personnel	5 157 579	1 694 017
	Fonctionnement et intervention	7 220 151	3 166 866
	Investissement	213 153	130 345
		<b>12 590 883</b>	<b>12 590 883</b>
PFIRECAUTR : Autres contrats recherche	Personnel	5 382 498	3 854 120
	Fonctionnement et intervention	5 076 023	3 530 221
	Investissement	261 652	246 054
		<b>10 720 173</b>	<b>10 720 173</b>
PFIREVALO : Contrats de Valorisation	Personnel	386 583	202 015
	Fonctionnement et intervention	1 084 958	607 470
	Investissement	116 153	86 871
		<b>1 587 695</b>	<b>1 587 695</b>
Contrats de recherche non fléchés	Personnel	22 770 026	13 406 392
	Fonctionnement et intervention	20 817 937	11 785 726
	Investissement	10 105 242	6 314 020
		<b>53 693 205</b>	<b>53 693 205</b>
PFIRECHRFI : EUR-LumoMAT	Personnel	2 605 547	1 270 344
	Fonctionnement et intervention	3 441 507	1 668 453
	Investissement	100 000	55 464
		<b>6 147 053</b>	<b>6 147 053</b>
Contrats de recherche fléchés	Personnel	2 605 547	1 270 344
	Fonctionnement et intervention	3 441 507	1 668 453
	Investissement	100 000	55 464
		<b>6 147 053</b>	<b>6 147 053</b>
		<b>59 840 258</b>	<b>59 840 258</b>
Contrat de formation continue	Personnel	-	-
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>-</b>	<b>-</b>
PFIRECHRFI : THELEME	Personnel	8 088 427	5 363 979
	Fonctionnement et intervention	5 086 884	3 186 410
	Investissement	143 040	21 199
		<b>13 319 351</b>	<b>13 319 351</b>
PFIRECHRFI : ETOILE	Personnel	1 310 210	629 063
	Fonctionnement et intervention	3 246 982	1 381 483
	Investissement	350 010	36 500
		<b>4 907 202</b>	<b>4 907 202</b>
FIRECHRFI : EU GREEN	Personnel	2 134 999	466 036
	Fonctionnement et intervention	1 550 674	341 609
	Investissement	5 000	2 500
		<b>3 690 673</b>	<b>3 690 673</b>
Contrats d'enseignements fléchés	Personnel	11 534 637	6 459 078
	Fonctionnement et intervention	9 884 540	4 909 502
	Investissement	498 050	60 199
		<b>21 917 227</b>	<b>21 917 227</b>
PLAN TOURISME : REUT	Personnel	1 306 112	1 102 285
	Fonctionnement et intervention	1 827 246	762 274
	Investissement	45 300	45 300
		<b>3 178 658</b>	<b>3 178 658</b>
INCLUA	Personnel	1 569 750	-
	Fonctionnement et intervention	384 945	-
	Investissement	10 000	-
		<b>1 964 695</b>	<b>1 964 695</b>
MOBILITE ERASMUS : 2022 - 2024 (900303)	Personnel	682 504	682 504
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>682 504</b>	<b>682 504</b>
MOBILITE ERASMUS : 2023 - 2025 (900303)	Personnel	720 325	720 325
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>720 325</b>	<b>720 325</b>
MOBILITE ERASMUS : 2024 - 2026 (900303)	Personnel	796 870	796 870
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>796 870</b>	<b>796 870</b>
MOBILITE ERASMUS : 2025 - 2027 (900303)	Personnel	848 744	848 744
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>848 744</b>	<b>848 744</b>
MOBILITE ERASMUS : AIDE A LA MOBILITE EN UKRAINE - CAPEUMIC1	Personnel	205 288	15 334
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>205 288</b>	<b>205 288</b>
MOBILITE ERASMUS : LIBAN - CAPEULIB1	Personnel	239 336	33 955
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>239 336</b>	<b>239 336</b>
MOBILITE ERASMUS : GEORGIE- CAPEUGEO1	Personnel	231 360	-
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>231 360</b>	<b>231 360</b>
MOBILITE ERASMUS : SLS4Teens	Personnel	400 000	30 416
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>400 000</b>	<b>400 000</b>
FEDER CAP EUROPE	Personnel	-	-
	Fonctionnement et intervention	-	-
	Investissement	-	-
		<b>-</b>	<b>-</b>

Prévision N (BI + BR)										
AE ouvertes les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE consommées les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE ouvertes en N au titre des décalages d'exécution en 2025	AE nouvelles ouvertes en 2025 = BI 2025	TOTAL des AE ouvertes en 2025	CP ouverts les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP consommés les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP reprogrammés ou reportés en 2025*	CP nouveaux ouverts en 2025 = BI 2025	TOTAL des CP ouverts en 2025	
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	
32 498	32 498	-	25 000	25 000	32 498	32 498,22	0	25 000	25 000	
5 171 447	5 171 447	-	2 892 044	2 892 044	5 171 447	5 171 447,39	0	2 892 044	2 892 044	
<b>5 693 951</b>	<b>5 693 951</b>	<b>-</b>	<b>3 075 044</b>	<b>3 075 044</b>	<b>5 693 951</b>	<b>5 693 951</b>	<b>0</b>	<b>3 075 044</b>	<b>3 075 044</b>	
3 282 618	3 282 618	-	533 449	533 449	3 282 618	3 282 618,15	0	533 449	533 449	
1 424 373	1 424 373	-	380 208	380 208	1 424 373	1 424 372,99	0	380 208	380 208	
278 748	278 748	-	2 000	2 000	278 748	278 748,49	0	2 000	2 000	
<b>4 985 740</b>	<b>4 985 740</b>	<b>-</b>	<b>915 657</b>	<b>915 657</b>	<b>4 985 740</b>	<b>4 985 740</b>	<b>0</b>	<b>915 657</b>	<b>915 657</b>	
3 883 616	3 883 616	-	1 074 468	1 074 468	3 883 616	3 883 615,99	0	1 074 468	1 074 468	
3 024 298	3 024 298	-	924 085	924 085	3 024 298	3 024 297,98	0	924 085	924 085	
400 555	400 555	-	149 916	149 916	400 555	400 555,00	0	149 916	149 916	
<b>7 308 469</b>	<b>7 308 469</b>	<b>-</b>	<b>2 148 469</b>	<b>2 148 469</b>	<b>7 308 469</b>	<b>7 308 469</b>	<b>0</b>	<b>2 148 469</b>	<b>2 148 469</b>	
1 694 017	1 694 017	-	1 046 740	1 046 740	1 694 017	1 694 016,86	0	1 046 740	1 046 740	
3 166 866	3 166 866	-	1 774 910	1 774 910	3 166 866	3 166 865,66	0	1 774 910	1 774 910	
130 345	130 345	-	63 309	63 309	130 345	130 344,75	0	63 309	63 309	
<b>4 991 227</b>	<b>4 991 227</b>	<b>-</b>	<b>2 884 958</b>	<b>2 884 958</b>	<b>4 991 227</b>	<b>4 991 227</b>	<b>0</b>	<b>2 884 958</b>	<b>2 884 958</b>	
3 854 120	3 854 120	-	888 808	888 808	3 854 120	3 854 120,271	0	888 808	888 808	
3 530 221	3 530 221	-	851 641	851 641	3 530 221	3 530 221,37	0	851 641	851 641	
246 054	246 054	-	9 098	9 098	246 054	246 054,33	0	9 098	9 098	
<b>7 630 396</b>	<b>7 630 396</b>	<b>-</b>	<b>1 749 547</b>	<b>1 749 547</b>	<b>7 630 396</b>	<b>7 630 396</b>	<b>0</b>	<b>1 749 547</b>	<b>1 749 547</b>	
202 015	202 015	-	72 753	72 753	202 015	202 014,75	0	72 753	72 753	
607 470	607 470	-	295 590	295 590	607 470	607 469,58	0	295 590	295 590	
86 871	86 871	-	29 283	29 283	86 871	86 870,51	0	29 283	29 283	
<b>896 355</b>	<b>896 355</b>	<b>-</b>	<b>397 625</b>	<b>397 625</b>	<b>896 355</b>	<b>896 355</b>	<b>0</b>	<b>397 625</b>	<b>397 625</b>	
13 406 392	13 406 392	-	3 774 219	3 774 219	13 406 392	13 406 392,00	0	3 774 219	3 774 219	
11 785 726	11 785 726	-	4 251 434	4 251 434	11 785 726	11 785 726,00	0	4 251 434	4 251 434	
6 314 020	6 314 020	-	3 145 649	3 145 649	6 314 020	6 314 020,00	0	3 145 649	3 145 649	
<b>31 506 138</b>	<b>31 506 138</b>	<b>-</b>	<b>11 171 301</b>	<b>11 171 301</b>	<b>31 506 138</b>	<b>31 506 138</b>	<b>0</b>	<b>11 171 301</b>	<b>11 171 301</b>	
1 270 344	1 270 344	-	324 079	324 079	1 270 344	1 270 344,00	0	324 079	324 079	
1 668 453	1 668 453	-	565 840	565 840	1 668 453	1 668 453,00	0	565 840	565 840	
55 464	55 464	-	17 518	17 518	55 464	55 464,00	0	17 518	17 518	
<b>2 994 261</b>	<b>2 994 261</b>	<b>-</b>	<b>907 437</b>	<b>907 437</b>	<b>2 994 261</b>	<b>2 994 261</b>	<b>0</b>	<b>907 437</b>	<b>907 437</b>	
1 270 344	1 270 344	-	324 079	324 079	1 270 344	1 270 344,00	0	324 079	324 079	
1 668 453	1 668 453	-	565 840	565 840	1 668 453	1 668 453,00	0	565 840	565 840	
55 464	55 464	-	17 518	17 518	55 464	55 464,00	0	17 518	17 518	
<b>2 994 261</b>	<b>2 994 261</b>	<b>-</b>	<b>907 437</b>	<b>907 437</b>	<b>2 994 261</b>	<b>2 994 261</b>	<b>0</b>	<b>907 437</b>	<b>907 437</b>	
<b>34 500 400</b>	<b>34 500 400</b>	<b>-</b>	<b>12 078 738</b>	<b>12 078 738</b>	<b>34 500 400</b>	<b>34 500 400</b>	<b>0</b>	<b>12 078 738</b>	<b>12 078 738</b>	
-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	
5 363 979	5 363 979	-	863 908	863 908	5 363 979	5 363 979,00	0	863 908	863 908	
3 186 410	3 186 410	-	565 160	565 160	3 186 410	3 186 410,00	0	565 160	565 160	
21 199	21 199	-	21 199	21 199	21 199	21 199,00	0	21 199	21 199	
<b>8 571 589</b>	<b>8 571 589</b>	<b>-</b>	<b>1 429 068</b>	<b>1 429 068</b>	<b>8 571 589</b>	<b>8 571 589</b>	<b>0</b>	<b>1 429 068</b>	<b>1 429 068</b>	
629 063	629 063	-	219 642	219 642	629 063	629 063,00	0	219 642	219 642	
1 381 483	1 381 483	-	317 200	317 200	1 381 483	1 381 483,00	0	317 200	317 200	
36 500	36 500	-	15 000	15 000	36 500	36 500,00	0	15 000	15 000	
<b>2 047 046</b>	<b>2 047 046</b>	<b>-</b>	<b>551 842</b>	<b>551 842</b>	<b>2 047 046</b>	<b>2 047 046</b>	<b>0</b>	<b>551 842</b>	<b>551 842</b>	
466 036	466 036	-	516 317	516 317	466 036	466 035,65	0	516 317	516 317	
341 609	341 609	-	664 250	664 250	341 609	341 609,00	0	664 250	664 250	
2 500	2 500	-	2 500	2 500	2 500	2 500,00	0	2 500	2 500	
<b>810 145</b>	<b>810 145</b>	<b>-</b>	<b>1 180 567</b>	<						



Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	
		Coût total de l'opération	
		(1)	
	Autres financements**		30 000
PRFR3343 : BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE BELLE BEILLE	Financement de l'Etat*	5 170 000	
Rénovation énergétique - Site : BU Belle Beille	Autres financements publics**		
	Autres financements**		5 170 000
COQUISITION en VEFA RDC BATIMENT LOGEMENT ETUDIANTS CAMPUS DE BELLE-BEILLE (Angers Loire Habitat)	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	350 000	
	Autres financements**		350 000
<b>TOTAL PPI</b>	<b>Financement de l'Etat*</b>	<b>15 291 250</b>	
	<b>Autres financements publics**</b>	<b>12 904 000</b>	
	<b>Autres financements**</b>		
<b>Total Programme Pluriannuel d'investissement</b>		<b>25 326 250</b>	
PFIRECCPER : CPER	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	9 713 806	
	Autres financements**		
		<b>9 713 806</b>	
PFIRECHREG : Projets Region	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	5 984 351	
	Autres financements**		
		<b>5 984 351</b>	
PFIRECHANR : Projets ANR	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	12 637 855	
	Autres financements**		
		<b>12 637 855</b>	
PFIRECEURO : contrats recherche Européens	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	11 990 566	
	Autres financements**		
		<b>11 990 566</b>	
PFIRECAUTR : Autres contrats recherche	Financement de l'Etat*	1 117 762	
	Autres financements publics**	4 924 761	
	Autres financements**	4 442 320	
		<b>10 484 844</b>	
PFIRECVALO : Contrats VALORISATION	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	1 599 701	
	Autres financements**		
		<b>1 599 701</b>	
<b>Total Contrats de recherche non fléchés</b>	<b>Financement de l'Etat*</b>	<b>1 117 762</b>	
	<b>Autres financements publics**</b>	<b>45 251 340</b>	
	<b>Autres financements**</b>	<b>6 042 022</b>	
<b>Total contrat de recherche non fléché</b>		<b>52 411 124</b>	
PFIRECHRFI : EUR-LumoMAT	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	6 143 421	
	Autres financements**	3 632	
		<b>6 147 054</b>	
<b>Total Contrats de recherche fléchés</b>	<b>Financement de l'Etat*</b>	<b>-</b>	
	<b>Autres financements publics**</b>	<b>6 143 421</b>	
	<b>Autres financements**</b>	<b>3 632</b>	
<b>Total contrat de recherche fléché</b>		<b>6 147 054</b>	
<b>Total contrat de recherche</b>		<b>58 558 178</b>	
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**		
	Autres financements**		
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>-</b>	
PFIRECHRFI : THELEME	Financement de l'Etat*	1 207 378	
	Autres financements publics**	12 082 622	
	Autres financements**	29 351	
		<b>13 319 351</b>	
PFIRECHRFI : ETOILE	Financement de l'Etat*	4 905 891	
	Autres financements publics**	-	
	Autres financements**	1 311	
		<b>4 907 202</b>	
PFIRECHRFI : EU GREEN	Financement de l'Etat*		
	Autres financements publics**	3 690 673	
	Autres financements**		
		<b>3 690 673</b>	
<b>Total Contrats d'enseignements fléchés</b>	<b>Financement de l'Etat*</b>	<b>6 113 269</b>	
	<b>Autres financements publics**</b>	<b>15 773 295</b>	
	<b>Autres financements**</b>	<b>30 663</b>	
<b>Total Contrats d'enseignements fléchés</b>		<b>21 917 227</b>	
PLAN TOURISME	Financement de l'Etat*	2 190 100	
	Autres financements publics**	977 000	
	Autres financements**		
		<b>3 167 100</b>	
INCLUA	Financement de l'Etat*	1 964 695	
	Autres financements publics**		
	Autres financements**		
		<b>1 964 695</b>	
MOBILITE ERASMUS : 2022 - 2024 (900303) : RIOM22TS	Financement de l'Etat*	673 905	
	Autres financements publics**	8 599	
	Autres financements**		
		<b>682 504</b>	
MOBILITE ERASMUS : 2023 - 2025 (900303) : RIOM23TS	Financement de l'Etat*	720 325	
	Autres financements publics**		
	Autres financements**		
		<b>720 325</b>	
MOBILITE ERASMUS : 2024 - 2026 (900303) : RIOM24TS	Financement de l'Etat*	796 870	
	Autres financements publics**		
	Autres financements**		
		<b>796 870</b>	
MOBILITE ERASMUS : 2025 - 2027 (900303) : RIOM24TS	Financement de l'Etat*	848 744	
	Autres financements publics**		
	Autres financements**		

Prévision N (BI + BR)									
AE ouvertes les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE consommées les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE ouvertes en N au titre des décalages d'exécution en 2025	AE nouvelles ouvertes en 2025 = BI 2025	TOTAL des AE ouvertes en 2025	CP ouverts les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP consommés les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP reprogrammés ou reportés en 2025*	CP nouveaux ouverts en 2025 = BI 2025	TOTAL des CP ouverts en 2025
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)
30 000	-		-	-					
5 170 000									
5 170 000									
165 000	185 000								
165 000	185 000								
12 991 250	1 500 000	-	800 000	-					
8 928 872	3 000 128	-	975 000	-					
-	-	-	-	-					
19 051 122	4 500 128	-	1 775 000	-					
4 092 572	2 599 271		1 029 500	1 992 463					
4 092 572	2 599 271		1 029 500	1 992 463					
4 999 690	562 361		174 400	136 000	111 900				
4 999 690	562 361		174 400	136 000	111 900				
9 037 538	1 393 659		1 036 032	835 207	335 420				
9 037 538	1 393 659		1 036 032	835 207	335 420				
6 898 701	2 024 184		1 155 611	1 444 893	467 178				
6 898 701	2 024 184		1 155 611	1 444 893	467 178				
561 662	168 150		125 325	135 125	127 500				
3 796 016	782 783		128 972	216 990					
3 762 943	527 966		28 755	122 656					
8 120 622	1 478 899		283 052	474 771	127 500				
1 211 959	229 598		114 394	43 750					
1 211 959	229 598		114 394	43 750					
561 662	168 150		125 325	135 125	127 500				
28 824 517	7 362 258		3 524 514	4 625 553	914 498				
4 974 903	757 565		143 149	166 405					
34 361 082	8 287 973		3 792 988	4 927 083	1 041 998				
3 493 317	548 500		730 000	730 000	641 605				
3 493 317	548 500		730 000	730 000	641 605				
3 493 317	548 500		730 000	730 000	641 605				
3 496 949	548 500		730 000	730 000	641 605				
3 496 949	548 500		730 000	730 000	641 605				
3 496 949	548 500		730 000	730 000	641 605				
37 858 031	8 836 473		4 522 988	5 657 083	1 683 602				
1 207 378									
7 165 322	1 196 100		1 196 100	1 196 100	1 329 000				
29 351									
8 402 051	1 196 100		1 196 100	1 196 100	1 329 000				
2 456 945	490 589		490 589	490 589	977 179				
-									
1 311									
2 458 256	490 589		490 589	490 589	977 179				
2 130 882	1 000 269			559 522					
2 130 882	1 000 269			559 522					
3 664 323	490 589		490 589	490 589	977 179				
9 296 204	2 196 369		1 196 100	1 755 622	1 329 000				
30 663									
12 991 190	2 686 958		1 686 689	2 246 211	2 306 179				
2 190 100									
63 000	914 000								
2 253 100	914 000								
	656 583		1 308 112						
	656 583		1 308 112						
539 124	134 781								
8 599									
547 723	134 781								
576 260				144 065					
576 260				144 065					
668 000				128 870					
668 000				128 870					
	694 616			154 128					

Prévision N+1 et suivantes					
AE prévues en 2026	CP prévus en 2026	AE prévues en 2027	CP prévus en 2027	AE prévues > 2028 et plus	CP prévus > 2028 et plus
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)

		Prévision pluriannuelle
Opération	Nature	Coût total de l'opération
		(1)
		<b>848 744</b>
MOBILITE ERASMUS : AIDE A LA MOBILITE EN UKRAINE - CAPEUMIC1	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	205 288
		<b>205 288</b>
MOBILITE ERASMUS : LIBAN - CAPEULIB1	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	239 336
		<b>239 336</b>
MOBILITE ERASMUS : GEORGIE- CAPEUGEO1	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	231 360
		<b>231 360</b>
MOBILITE ERASMUS : SLS4Teens	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	400 000
		<b>400 000</b>
Total Contrats d'enseignements non fléchés	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	4 154 795 5 092 828 8 599
		<b>8 407 478</b>
Total Contrats d'enseignements	Financement de l'Etat* Autres financements publics** Autres financements***	10 268 064 20 866 123 39 262
		<b>31 173 449</b>
	Ss total financement de l'Etat	26 677 077
	Ss total autres financements publics	85 164 884
	Ss total autres financements	6 084 916
<b>TOTAL</b>		<b>117 926 877</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés  
\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)  
\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés

Prévision N (BI + BR)									
AE ouvertes les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE consommées les années antérieures à 2023 +BI 2024	AE ouvertes en N au titre des décalages d'exécution en 2025	AE nouvelles ouvertes en 2025 = BI 2025	TOTAL des AE ouvertes en 2025	CP ouverts les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP consommés les années antérieures à 2023 +BI 2024	CP reprogrammés ou reportés en 2025*	CP nouveaux ouverts en 2025 = BI 2025	TOTAL des CP ouverts en 2025
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)
-	<b>694 616</b>		-	<b>154 128</b>	-				
164 230			41 058						
<b>164 230</b>	-		<b>41 058</b>	-	-				
191 469			47 867						
<b>191 469</b>	-		<b>47 867</b>	-	-				
185 088			46 272						
<b>185 088</b>	-		<b>46 272</b>	-	-				
160 000			240 000						
<b>160 000</b>	-		<b>240 000</b>	-	-				
2 190 100	656 583	-	1 308 112	-	-				
2 547 171	1 743 397	-	648 132	154 128	-				
8 599	-	-	-	-	-				
<b>4 745 871</b>	<b>1 705 364</b>	-	<b>1 956 244</b>	-	-				
5 854 423	1 147 172	-	1 798 701	490 589	977 179				
11 843 375	3 939 766	-	1 844 232	1 909 750	1 329 000				
39 262	-	-	-	-	-				
<b>17 737 060</b>	<b>5 086 938</b>		<b>3 642 933</b>	<b>2 400 339</b>	<b>2 306 179</b>				
19 407 336	2 815 322		2 724 026	625 714	1 104 679				
53 090 081	14 850 652		7 073 746	7 265 303	2 885 102				
5 017 797	757 565		143 149	166 405	-				
<b>77 515 214</b>	<b>18 423 539</b>		<b>9 940 921</b>	<b>8 057 422</b>	<b>3 989 781</b>				

Prévision N+1 et suivantes					
AE prévues en 2026	CP prévus en 2026	AE prévues en 2027	CP prévus en 2027	AE prévues > 2028 et plus	CP prévus > 2028 et plus
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)

**TABLEAU 10**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		<b>BI 2025</b>	
<b>Niveaux initiaux</b>	<b>1</b>	<b>Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à 2025</b>	<b>6 576 475</b>
	<b>2</b>	<b>Niveau initial du fonds de roulement</b>	<b>12 320 190</b>
	<b>3</b>	<b>Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 15 999 986</b>
	<b>4</b>	<b>Niveau initial de la trésorerie</b>	<b>28 320 176</b>
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	<b>3 613 010</b>
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	<b>24 707 166</b>	
<b>Flux de l'année</b>	<b>5</b>	<b>Autorisations d'engagement</b>	<b>211 688 446</b>
	<b>6</b>	<b>Résultat patrimonial</b>	<b>- 9 666 819</b>
	<b>7</b>	<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	<b>- 6 625 280</b>
	<b>8</b>	<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>- 8 063 892</b>
	<b>9</b>	<b>Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire</b>	<b>- 23 450</b>
	<b>10</b>	<b>Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS -</b>
		Variation des stocks	+ / -
		Charges sur créances irrécouvrables	-
		Produits divers de gestion courante	+
	<b>11</b>	<b>Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie</b>	<b>SENS 8 148 781</b>
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	<b>16 050 939</b>
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	<b>-7 902 158</b>
	<b>12</b>	<b>Solde budgétaire = 8 - 10 - 11</b>	<b>- 16 212 673</b>
<b>13</b>	<b>Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires</b>	<b>23 450</b>	
<b>14</b>	<b>Variation de la trésorerie = 12 - 13</b>	<b>- 16 236 123</b>	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	<b>- 1 032 173</b>	
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	<b>- 15 203 950</b>	
<b>15</b>	<b>Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13</b>	<b>8 172 231</b>	
<b>16</b>	<b>Variation des restes à payer</b>	<b>2 800 238</b>	
<b>Niveaux finaux</b>	<b>17</b>	<b>Niveau final de restes à payer</b>	<b>9 376 713</b>
	<b>18</b>	<b>Niveau final du fonds de roulement</b>	<b>4 256 298</b>
	<b>19</b>	<b>Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 7 827 755</b>
	<b>20</b>	<b>Niveau final de la trésorerie</b>	<b>12 084 053</b>
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	<b>2 580 837</b>
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	<b>9 503 216</b>	

Comptabilité budgétaire  
 Comptabilité générale